



# Assemblée générale

Distr. GÉNÉRALE

A/51/270 8 août 1996 FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session Point 98 a) de l'ordre du jour provisoire\*

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE : APPLICATION ET SUIVI DES PRINCIPAUX ARRANGEMENTS AYANT FAIT L'OBJET D'UN CONSENSUS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

Application de la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, et de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement

## Rapport du Secrétaire général

## TABLE DES MATIÈRES

		<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I.	ANTÉCÉDENTS	1 - 4	2
II.	QUESTIONS D'ORIENTATION	5 - 11	3
III.	TOILE DE FOND DES ANNÉES 1990-1995	12 - 25	4
IV.	PERFORMANCE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT	26 - 50	8
V.	RÔLE DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	51 - 85	15
VI.	DÉVELOPPEMENT DES PAYS LES MOINS AVANCÉS ET MESURES SPÉCIALES ADOPTÉES À LEUR ÉGARD	86 - 105	26
VII.	CONCLUSIONS	106 - 112	31

96-20245 (F) /...

<sup>\*</sup> A/51/150.

#### I. ANTÉCÉDENTS

- La Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, a été adoptée par l'Assemblée générale à sa dix-huitième session extraordinaire<sup>1</sup>, en 1990. Plus tard au cours de la même année, l'Assemblée a adopté à sa quarante-cinquième session la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement<sup>2</sup>. Dans ces deux résolutions, tout en regrettant les taux de croissance inégaux et souvent décevants enregistrés dans les années 80, l'Assemblée générale a insisté sur la nécessité de relancer l'expansion de l'économie mondiale, et plus particulièrement d'accélérer le développement dans les pays en développement grâce au renforcement de la coopération internationale. En 1994, l'Assemblée générale a demandé que lui soit présenté à sa cinquante et unième session un rapport analytique et complet "qui permette d'examiner et d'évaluer en 1996 les mesures prises pour donner suite aux engagements et accords énoncés dans la Déclaration et dans la Stratégie, l'accent étant mis en particulier sur les engagements et accords qui ne sont pas pleinement respectés ou appliqués, et d'indiquer les obstacles rencontrés à cet égard"3. Le présent rapport a été établi pour donner suite à cette requête.
- 2. L'Assemblée générale a adopté la Déclaration sur la coopération économique internationale au printemps de 1990 devant le fait que les progrès économiques et sociaux enregistrés dans les années 70 s'étaient interrompus dans de nombreux pays en développement pendant les années 80. Il était donc indiqué au paragraphe 12 de la Déclaration que "le défi le plus important des années 90 consistera à relancer la croissance économique et le développement social dans les pays en développement et, pour cela, à assurer une croissance soutenue de l'économie mondiale ainsi que des conditions extérieures favorables. Il faudra relever ce défi dans le contexte d'une interdépendance et d'une intégration accrues de l'économie mondiale".
- 3. La Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement reprend bon nombre des principes énoncés dans la Déclaration. Tout comme la Déclaration, la Stratégie a pour objet de faire en sorte que les années 90 soient une décennie marquée par un développement accéléré dans les pays en développement et par le renforcement de la coopération internationale. Même si la Stratégie ne fixe pas les objectifs quantitatifs que les pays en développement en général devront atteindre, elle aborde bon nombre des préoccupations du système des Nations Unies en matière de développement, y compris par exemple l'amélioration de la santé, l'adoption de mesures spéciales pour les femmes et les enfants et la protection de l'environnement, et elle fixe en outre six buts interdépendants, à savoir :
- a) Une accélération de la croissance économique, en particulier dans les pays en développement;
- b) Une adaptation aux besoins sociaux (en particulier réduction de la pauvreté, mise en valeur des ressources et aptitudes humaines, protection de l'environnement);
  - c) Une mise en place de systèmes financiers et commerciaux favorables;

- d) Une stabilisation de l'économie mondiale par le biais d'une saine gestion macro-économique (maintien d'un équilibre interne et externe);
- e) Un renforcement de la coopération internationale pour le développement;
  - f) Un effort spécial en faveur des pays les moins avancés.
- 4. L'évolution enregistrée au cours de la première moitié des années 90 doit donc être évaluée en fonction des six buts et objectifs ainsi définis.

## II. QUESTIONS D'ORIENTATION

- La première moitié des années 90 qui est la période sur laquelle porte le présent rapport - a été caractérisée par un certain nombre de traits particuliers, dont les principaux sont peut-être la mondialisation et la libéralisation accrues de l'économie mondiale. La mondialisation a revêtu plusieurs formes. Tout d'abord, il faut rappeler que le commerce international a connu une expansion rapide. En cinq années à peine, la valeur totale des exportations mondiales de marchandises est passée de 13 % du produit mondial brut en 1990 à 17 % en 1995. En second lieu, les flux internationaux de capitaux ont augmenté de façon spectaculaire au cours des mêmes cinq années. C'est ainsi, par exemple, que les investissements étrangers directs dans les pays en développement ont plus que triplé entre 1990 et 1995. En troisième lieu, les entreprises s'internationalisent de plus en plus, ouvrant des succursales partout où les coûts sont particulièrement bas et utilisant souvent plusieurs lieux de production afin d'éviter les obstacles non tarifaires et de minimiser les coûts de production. En quatrième lieu, les accords ou blocs commerciaux régionaux continuent à se multiplier. Le fait qu'il s'agisse ici de la première évaluation de ce genre entreprise depuis la conclusion du Cycle d'Uruguay, dans lequel les pays en développement ont joué un rôle décisif, confère une importance particulière aux questions commerciales.
- 6. La première moitié de la Décennie a également été caractérisée par le maintien de taux d'intérêt relativement élevés dans les pays industrialisés. Bien que les taux à long terme aient en fait fléchi depuis les années 80<sup>4</sup>, ils n'en demeurent pas moins traditionnellement assez élevés, en particulier par rapport à la période comprise entre la fin de la seconde guerre mondiale et la fin des années 70.
- 7. Une troisième caractéristique de la première moitié des années 90 a été un regain de confiance dans l'efficacité de l'économie de marché. C'est ainsi que dans un nombre de plus en plus grand de pays, les tenants du libre jeu des forces du marché ont poussé les gouvernements à renoncer à une politique interventionniste et à s'attacher uniquement à pourvoir aux besoins du secteur public et à créer des conditions de base propices. Cela signifie, dans ce dernier cas, que les gouvernements s'attachent de plus en plus à fournir des biens uniquement au secteur public défense, infrastructure et éducation de base par exemple tout en évitant d'avoir recours à des taux d'imposition élevés, à des mesures de contrôle des prix, ou à tout autre distorsion marquée des prix relatifs.

- 8. En quatrième lieu, une nouvelle orthodoxie est apparue quant à ce qui constitue une politique efficace du développement. Ce qui est frappant dans l'engouement dont jouit actuellement l'action en faveur du développement économique, que l'on retrouve aussi bien dans les pays en développement que dans les pays en transition, est l'étendue des points de convergence qui sont apparus sur ce qui constitue une stratégie économique "appropriée" ou efficace. Désignée sous le nom de "Consensus de Washington", cette liste d'options d'orientation met l'accent sur la rectitude budgétaire, des prix non faussés et une intervention limitée des pouvoirs publics<sup>5</sup>.
- 9. Les orientations préconisées dans le consensus de Washington ont été formulées à la suite des premiers succès économiques enregistrés par les quatre pays nouvellement industrialisés d'Asie de l'Est, à savoir Hong-kong, la province chinoise de Taiwan, la République de Corée et Singapour. De toute évidence, les résultats obtenus par ces pays jetaient un doute sur le pessimisme en matière d'exportation qui avait conduit les responsables à orienter leur action vers la substitution des importations. En outre, en recherchant une nouvelle formule de réussite, il est apparu que les remarquables taux de croissance enregistrés par ces pays d'Asie pouvaient s'expliquer par le libre jeu des forces du marché et la limitation de l'intervention des pouvoirs publics<sup>6</sup>.
- 10. Compte tenu toutefois des résultats très variables obtenus par les pays en développement au cours de la première moitié de la Décennie, il est apparu clairement qu'il n'existe pas de formule universellement applicable dans ce domaine. En outre, il convient d'évaluer à ce stade moins les effets des mesures de développement prises par différents pays que les efforts réalisés par ces pays eux-mêmes, les pays développés et la communauté internationale pour les aider. La raison en est que, par définition, les mesures de développement sont des initiatives de longue haleine. La période quinquennale à l'étude est donc trop courte pour observer des résultats définitifs. Pour la même raison, il est trop tôt à mi-parcours pour procéder à une évaluation définitive.
- 11. Il apparaît clairement à ce stade que des facteurs exogènes ont à la fois facilité et gêné les efforts de développement. En outre, les conditions initiales variaient d'un pays à l'autre<sup>7</sup>. De plus, les politiques appliquées par les pays en développement ont été extraordinairement différentes. Certains d'entre eux ont rigoureusement observé les règles du "Consensus de Washington", tandis que d'autres ont suivi en alternance une politique de freinage et de relance. Les stratégies du développement ont ainsi été très diverses et leurs effets sont loin d'être prévisibles. L'unique certitude est que "le succès" ou "l'échec" ne saurait être exprimé par un chiffre magique, comme par exemple le produit national brut (PNB) par habitant. Le développement est un processus beaucoup trop riche et complexe pour être défini par un indicateur aussi simpliste.

#### III. TOILE DE FOND DES ANNÉES 1990-1995

12. L'interdépendance croissante des pays signifie que le pronostic pour un pays particulier est extrêmement sensible à la situation dans le monde en général ainsi qu'aux conditions économiques sous-régionales et régionales. Dans cette optique, il doit être tenu compte de l'état de l'économie mondiale dans

toute évaluation de la situation actuelle et des perspectives d'avenir pour les pays en développement.

13. S'agissant de l'économie mondiale dans son ensemble, la première moitié des années 90 a vu un net ralentissement de la croissance par rapport aux années 80. Alors que la production a progressé en moyenne d'un peu moins de 3 % par an au cours des années 80, elle n'a augmenté que d'environ 1,4 % par an entre 1991 et 1995. Deux raisons sont à l'origine de ce ralentissement : tout d'abord, la récession qu'ont connue au début des années 90 la plupart des pays développés et, en second lieu, l'effondrement de la production dans les pays en transition alors que leur processus de transformation se confirmait en 1989 et 1990.

Tableau 1. Croissance de la population mondiale, de la production et du PIB par habitant, 1980-1995

	Moyenne annuelle des taux de croissance								
		PIB		Population			PIB par habitant		
	1981- 1990	1991- 1995	1995- 1996	1981- 1995	1991- 1995	1985- 1996	1981- 1990	1991- 1995	1995- 1996
Monde	2,9	1,4	2,5	1,7	1,6	1,5	1,2	-0,2	1,0
Pays développés	2,9	1,5	2,0	0,6	0,6	0,6	2,3	1,0	1,4
Pays en transition	2,0	-7,7	2,0	0,7	0,2	-0,2	1,3	-7,9	2,2
Pays en développement	3,1	4,8	5,5	2,1	1,9	1,6	1,0	2,9	4,0
Amérique latine Afrique Asie occidentale Asie du Sud et de l'Est Chine Méditerranée	1,2 2,0 -1,3 6,0 9,0 2,1	2,7 1,6 2,3 6,0 11,3 -0,9	2,5 4,3 3,0 6,8 9,0 3,5	2,1 2,9 4,0 2,1 1,5 1,8	1,9 2,9 2,9 2,0 1,1 1,4	1,8 2,8 2,7 1,3 1,0 1,5	-0,9 -0,9 -5,3 3,9 7,5 0,3	0,8 -1,3 -0,6 4,0 10,2 -2,3	0,8 1,5 0,3 5,0 8,0 2,0
Pour mémoire : Afrique sud-saharienne Quinze pays fortement endettés Pays les moins avancés	1,8 1,1 2,0	1,0 2,2 2,0	5,0 2,8 4,8	3,1 2,2 2,5	3,1 2,0 2,9	3,0 2,0 2,9	-1,2 -1,1 -0,5	-2,0 0,2 -0,9	2,0 0,8 1,9

<u>Source</u>: <u>La situation économique et sociale dans le monde, 1996</u> (publication des Nations Unies, numéro de vente F.96.II.C.1), tableaux I.1, I, 3, A.1 et A.4 et estimations du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques.

14. Malgré ce ralentissement de la croissance dans le monde, les pays en développement ont dans l'ensemble obtenu des résultats appréciables au cours de la première moitié de la décennie en cours. Pris dans leur ensemble, ces pays - dont la production avait progressé à un rythme d'environ 3,1 % par an au cours des années 80 - ont vu leur produit intérieur brut (PIB) progresser de 4,8 % par an au cours de la première moitié des années 90. Le nombre des pays dont le PIB par habitant est en augmentation fournit une indication supplémentaire de la situation des pays en développement. C'est ainsi qu'entre 1990 et 1994, le PIB

par habitant s'est amélioré dans 50 à 60 des 93 pays en développement dont l'évolution est suivie de façon régulière. Ces pays représentaient approximativement les quatre cinquièmes de la population totale des pays en développement. En 1995, la croissance de la production par habitant s'est généralisée : 71 pays ont connu une progression de leur PIB par habitant, soit près de 90 % de l'ensemble de la population des pays en développement. En 1996, ce chiffre devrait atteindre 75 pays représentant 96 % de la population de ces pays<sup>8</sup>. La situation économique dans le monde est donc actuellement caractérisée par deux traits remarquables, qui devraient être une source d'optimisme. D'une part, la croissance économique s'est généralisée et, d'autre part, à mi-parcours, cette croissance semble pouvoir durer dans un nombre important de pays<sup>9</sup>.

- 15. La réussite de l'Asie du Sud-Est et de la Chine n'est donc pas un phénomène isolé. Les pays les moins avancés, par exemple, dont la croissance était très lente depuis le milieu des années 80, ont sensiblement progressé en 1995 et devraient progresser à nouveau en 1996. Au moins 21 parmi les 48 pays les moins avancés ont vu leur PIB par habitant augmenter en 1995, tendance qui devrait se maintenir en 1996 : c'est là une énorme amélioration par rapport au début des années 90, lorsqu'environ un quart seulement des pays de ce groupe avaient connu un taux de croissance positif.
- 16. Toutefois, même si, à mi-parcours de la décennie, on observe une certaine reprise dans divers pays en développement, il n'en reste pas moins que dans bon nombre de ces pays, la croissance du PIB par habitant a été faible et que, dans la plupart des régions, le niveau moyen de production par habitant est encore inférieur au niveau réel atteint en 1980. Tel est le cas par exemple en Afrique, où le PIB par habitant exprimé en dollars de 1988 s'est situé à 657 dollars en 1995, contre 721 dollars en 1980, de même qu'en Amérique latine et en Asie occidentale. L'Asie du Sud-Est et de la Chine constituent les deux exceptions spectaculaires<sup>10</sup>.
- 17. Par ailleurs, étant donné que l'Asie du Sud et de l'Est représentent actuellement, si l'on inclut la Chine, environ 50 % de la production de l'ensemble des pays en développement, les taux de croissance très élevés que ces pays ont enregistrés au cours des quelques dernières années influent lourdement sur les chiffres globaux, dissimulant ainsi d'énormes écarts régionaux et nationaux dans les niveaux de performance économique.
- 18. L'Afrique, en particulier, mérite d'être mentionnée car cette région connaît actuellement la plus forte croissance économique depuis le début de la décennie. En outre, cette amélioration a été assez générale. Environ une douzaine de pays d'Afrique (dont l'Angola, le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée équatoriale, le Kenya, le Malawi, Maurice, le Tchad et le Togo) ont un PIB qui a progressé de 5 % ou plus en 1995, à la suite notamment d'un relèvement des prix et d'un raffermissement de la demande sur les marchés internationaux des produits de base. En outre, les perspectives restent bonnes et l'Afrique devrait en 1996 enregistrer pour la première fois depuis 1985 une progression du PIB par habitant grâce à des conditions extérieures favorables et à une amélioration du contexte politique. Comme on le verra ci-après, la plupart des pays africains n'en restent pas moins parmi les plus pauvres au monde puisque 33 des 48 pays les moins avancés se trouvent en Afrique.

- 19. Le commerce international a été l'un des éléments les plus dynamiques de l'économie mondiale depuis le début de la décennie, augmentant à raison de 7,5 % par an entre 1990 et 1995. Étant donné que les pays en développement représentent désormais plus de 40 % du PIB mondial, ils sont du même coup devenus des partenaires de plus en plus importants sur la scène commerciale mondiale. Les exportations et les importations de l'Amérique latine ont, par exemple, progressé de 9 et de 14,5 % respectivement au cours de la première moitié de la présente décennie. Les exportations de la Chine ont augmenté de 19 %, tandis que celles des six puissances commerciales de l'Asie de l'Est Hong-kong, Malaisie, province chinoise de Taiwan, République de Corée, Singapour et Thaïlande ont augmenté de 14 %<sup>11</sup>.
- 20. Le volume des exportations mondiales de marchandises devrait progresser de plus de 7 % en 1996, soit près de trois fois plus que la production mondiale, la croissance du commerce dépassant largement celle de la production pour la sixième année de suite12. Parmi les facteurs qui expliquent que la croissance du commerce mondial ait sensiblement dépassé celle de la production, il y a lieu de noter l'expansion rapide du trafic de perfectionnement dans les pays en développement, autrement dit l'assemblage en vue de leur réexportation de produits manufacturés à partir de composants et de matières importés bénéficiant de régimes tarifaires spéciaux. En Chine, par exemple, les usines de transformation et d'assemblage ont fourni près de la moitié des exportations de ce pays en 1995 et absorbé environ 45 % de ses importations. Le commerce a aussi été largement stimulé par la révolution des techniques de l'information. La valeur des exportations de matériel de bureau et de télécommunications a augmenté de plus d'un quart en 1995 et représente désormais 12 % environ du commerce mondial. En outre, les pays en développement ont fourni, en 1993, 22 % des exportations mondiales de matériel de bureau et de matériel de traitement de données, et 33 % du matériel de télécommunications, contre respectivement 6 et 12 % seulement en  $1985^{13}$ .
- 21. Un nombre important de pays en développement en particulier les moins avancés d'entre eux, comme nous le verrons plus avant - demeurent économiquement tributaires de la capacité d'exporter un petit nombre de produits autres que les combustibles. Les prix internationaux - en dollars - de ces marchandises à l'exclusion des combustibles sont demeurés assez faibles pendant une bonne partie des années 80, bien qu'ils aient quelque peu repris à la fin de la décennie. Par ailleurs, le début des années 90 a de nouveau été marqué par le marasme des prix des produits de base, bien qu'il y ait eu un mini-emballement des prix de ces produits depuis la deuxième moitié de 1993. Toutefois, les prix moyens en dollars peuvent prêter à confusion étant donné que la valeur du dollar face à d'autres monnaies varie et que les prix d'autres marchandises exprimés en dollars varient aussi<sup>14</sup>. De toute évidence, quelle que soit la mesure utilisée, ce qu'il importe de retenir ne concerne pas le niveau des prix proprement dits mais le fait que les prix des produits de base ont tendance à être extrêmement variables, ce à quoi vient s'ajouter le fait que plusieurs pays en développement sont excessivement tributaires d'un petit nombre de produits primaires autres que les combustibles pour leurs recettes d'exportation; c'est ainsi, par exemple, que le Chili dépend fortement de ses exportations de cuivre, El Salvador de celles de café, ou encore la Papouasie-Nouvelle-Guinée de celles de cuivre et d'or.

- 22. Malgré la croissance de leurs exportations, les pays en développement sont aussi devenus d'importants importateurs depuis le début de la décennie et ont accumulé dans certains cas de lourds déficits commerciaux à l'égard des pays industrialisés<sup>15</sup>. Entre 1990 et 1995, l'expansion des importations a dépassé celle des exportations en Amérique latine et en Afrique et, à un moindre degré, dans certains pays d'Asie.
- 23 Une autre nette tendance mondiale tendance qui se rattache directement à la période postérieure à la guerre froide a été l'amenuisement des dépenses militaires amorcé vers le milieu des années 80 et qui s'est poursuivi jusqu'en 1995<sup>16</sup>. Ce phénomène pourrait avoir des répercussions décisives aussi bien sur les dépenses non militaires que sur l'ajustement budgétaire. C'est ainsi que les dépenses militaires dans le monde ont diminué de quelque 1,3 point de pourcentage du PIB entre 1985 et 1990, et cela dans toutes les régions et aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement. Des données plus récentes concernant la période allant de 1991 à 1995 montrent que ce fléchissement s'est poursuivi. Il ressort des renseignements relatifs à 130 pays que les dépenses militaires dans le monde entier sont tombées au niveau très bas de 2,4 % du PIB mondial en 1995, contre 3,6 % en 1990<sup>17</sup>.
- 24. Cette diminution spectaculaire des dépenses militaires pourrait entraîner des économies considérables et croissantes des ressources mondiales, ce qu'il est généralement convenu d'appeler "le dividende de la paix". Par exemple, si les dépenses militaires exprimées en proportion du PIB s'étaient maintenues à leur niveau de 1990, les dépenses en 1995 auraient été supérieures d'environ 345 milliards de dollars. De même, si le ratio des dépenses militaires au PIB s'était maintenu au niveau de 1985, ces dépenses auraient été supérieures d'au moins 720 milliards de dollars en 1995.
- 25. Il s'agit évidemment de savoir comment les pays ont utilisé ce "dividende de la paix". C'est là une question complexe, mais il semblerait que les pays qui ont sensiblement réduit leurs dépenses militaires ont aussi eu tendance à réduire leurs dépenses non militaires et à diminuer leur déficit budgétaire en général. Cela donne à penser que "le dividende de la paix" a peut-être été utilisé en partie pour financer des dépenses sociales et en partie pour être reversé dans le secteur privé, stimulant ainsi les investissements privés. Inversement, les pays qui ont augmenté leurs dépenses militaires ont aussi eu tendance à accroître leurs dépenses non militaires et à creuser leur déficit budgétaire tout en réduisant leurs dépenses d'équipement, ce qui donne à penser que les dépenses militaires pourraient freiner les investissements aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public<sup>18</sup>.

### IV. PERFORMANCE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

- 26. Pendant la première moitié de la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, le groupe des pays en développement a progressé presque trois fois plus vite que ne l'avait fait en moyenne le PIB par habitant dans les années 80, soit 2,9 % par an contre un taux de croissance de 1 % par an pendant la période 1981-1990. Toutefois, comme toujours, ces moyennes dissimulent d'énormes différences dans la situation des différents pays.
- 27. Pendant toute l'année 1994, de nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont connu une croissance économique beaucoup plus rapide qu'ils ne

l'avaient fait pendant les années 80. L'inflation était retombée à 25 % par an à la fin de 1995, le niveau le plus bas enregistré au cours des 22 dernières années, ce qui constitue un résultat important compte tenu de l'échec jusqu'ici des tentatives de lutte contre l'inflation menées dans la région. Toutefois, le Mexique a été frappé en décembre 1994 par une crise financière dont les répercussions ont été minimisées dans la mesure du possible par des efforts internationaux concertés, mais qui n'en a pas moins eu de profondes conséquences négatives. Cela a en effet interrompu la reprise économique que la région connaissait depuis 1991. La situation a changé du jour au lendemain.

- 28. En 1995, l'inflation a reculé de façon spectaculaire dans 14 des 18 pays étudiés. En fait, l'Argentine a actuellement un taux d'inflation parmi les plus faibles dans le monde. Les exceptions sont la Bolivie, le Costa Rica et El Salvador pays où l'inflation a quelque peu augmenté à la suite de déséquilibres budgétaires et le Mexique, seul pays d'Amérique latine où le taux d'inflation s'est sensiblement accéléré passant de 7 % en 1994 à 52 % en 1995 à la suite de la dévaluation du peso et du relèvement des impôts sur la valeur ajoutée.
- 29. La dévaluation du peso mexicain en décembre 1994 et le renversement momentané des flux de capitaux vers la région ont certes déclenché une récession économique au Mexique et en Argentine (mettant fin dans ce dernier cas à une forte croissance), mais les répercussions de la crise financière mexicaine se sont fait sentir encore plus loin. Le resserrement de la politique monétaire au Brésil, décidé pour freiner la détérioration de la balance commerciale du pays et pour prévenir des mouvements spéculatifs sur sa monnaie, a conduit à un net ralentissement de la croissance dans ce pays.
- 30. D'autres pays de la région ont été moins touchés par l'instabilité des flux de capitaux à court terme, soit parce que ces flux n'étaient pas très importants, soit parce que ces pays n'avaient pas de relations commerciales très développées avec le Mexique ou l'Argentine. Un exemple en est le Chili, qui a enregistré le taux de croissance le plus élevé de la région et a donc continué à obtenir des résultats remarquables.
- 31. S'il se peut que l'Argentine et le Mexique connaissent une reprise à partir du milieu de la décennie, plusieurs pays de la région, y compris le Brésil, la Colombie et le Pérou, risquent de ressentir les prolongements de la crise financière mexicaine pendant plusieurs années encore. En fait, la situation dans la région illustre l'extrême vulnérabilité de nombreux pays en développement à des secousses exogènes.
- 32. La situation dans de nombreux pays africains à mi-chemin de la décennie illustre à la fois les avantages de mesures d'ajustement bien conçues (comme par exemple la dévaluation du franc CFA en janvier 1994), l'importance d'actions internationales (comme par exemple l'allégement de la dette), ainsi que les avantages évidents qui vont de pair avec une conjoncture extérieure favorable.
- 33. C'est ainsi qu'en 1996, l'Afrique devrait enregistrer pour la première fois depuis 1985 une amélioration du PIB par habitant. Cela s'explique en partie par les progrès réalisés dans de nombreux pays africains en vue d'instaurer une stabilité macro-économique. En conséquence, l'inflation des prix à la consommation s'est tassée dans l'ensemble de la région. Le Zaïre a réussi à

ramener l'inflation des prix à la consommation de 23 000 % en 1994 à 542 % en 1995. Des réformes structurelles se poursuivent aussi dans de nombreux pays du continent. L'Égypte, par exemple, a entrepris un nouveau programme de privatisation.

- 34. En outre, le dynamisme de l'économie s'est en général amélioré dans la zone franc depuis la dévaluation du franc CFA, en janvier 1994. La région a bénéficié de conditions commerciales extérieures favorables dont elle a pu mieux tirer parti après la dévaluation ainsi que d'un accroissement des apports financiers aussi bien publics que privés. C'est ainsi que plusieurs pays de la zone CFA ont connu des taux de croissance d'au moins 5 % ou plus en 1995, parmi lesquels figurent le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée équatoriale, le Tchad et le Togo.
- Toutefois, les réformes de structure ont à peine commencé et il est donc 35. trop tôt pour évaluer dans quelle mesure elles réussiront à améliorer les possibilités de croissance à long terme de ces pays. Ce qui est évident à ce stade est l'extrême vulnérabilité de l'Afrique aux conditions extérieures. À mi-chemin de la décennie, la "réussite" économique de ces pays est imputable à un relèvement des prix et à un renforcement de la demande sur les marchés internationaux des produits de base, principalement dans les pays développés qui absorbent approximativement les deux tiers des exportations de l'Afrique. Ainsi, malgré la reprise actuelle, l'avenir économique reste incertain - entravé par des obstacles structurels à long terme au développement tels que des institutions peu développées, de faibles niveaux de mise en valeur des ressources humaines et des inégalités dans la répartition des ressources et l'accès à ces ressources, facteurs de production et moyens financiers par exemple. Un obstacle supplémentaire tient au fait que les pays africains continuent d'être affligés d'un lourd endettement extérieur (voir tableau 7).
- 36. En mars 1996, l'Organisation des Nations Unies a lancé une initiative spéciale en faveur de l'Afrique en vue de surmonter un certain nombre de ces obstacles. Intitulé Initiative spéciale du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique, ce programme représente la plus forte mobilisation du système à l'appui de l'Afrique, ainsi que son plus important effort coordonné. L'Initiative spéciale portera sur des domaines tels que les soins de santé et l'éducation de base, l'approvisionnement en eau et les conditions sanitaires. Son coût total devrait atteindre 25 milliards de dollars sur une période de 10 ans, ces fonds provenant essentiellement de la redistribution des ressources existantes aux niveaux national et international.
- 37. Après avoir enregistré une croissance négative dans les années 80, la reprise économique dans la plupart des pays d'Asie occidentale exportateurs de pétrole a été relancée vers le milieu de la décennie par le relèvement des prix du pétrole et l'accroissement des recettes d'exportation. Toutefois, les efforts réalisés pour mettre en oeuvre des réformes économiques et réduire les déficits budgétaires ont limité la croissance de ces pays. Parallèlement, dans les pays de la région importateurs de pétrole, une forte expansion des investissements privés et de la consommation a favorisé la reprise économique. En outre, les résultats obtenus en faveur de la paix au Moyen-Orient ont stimulé la relance des investissements, du tourisme et de l'industrie du bâtiment, en particulier en Israël, en Jordanie et au Liban.

- 38. Un certain nombre de pays exportateurs de pétrole de la région y compris l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman et la République islamique d'Iran ont entrepris ces dernières années des programmes de réforme comportant des mesures destinées à réduire les déficits budgétaires, à restructurer le secteur public et à encourager la participation du secteur privé. Les déficits budgétaires n'en restent pas moins conséquents et il est de toute évidence nécessaire de continuer à rationaliser les dépenses du secteur public, à réformer les entreprises d'État, à réduire les subventions et à améliorer les recettes autres que pétrolières.
- 39. De fait, malgré les efforts réalisés pour limiter le rôle prédominant que joue le pétrole dans l'économie, les structures de production de la plupart des pays de la région demeurent dans l'ensemble assez peu diversifiées. C'est le cas en particulier des pays exportateurs de pétrole, dans lesquels le pétrole fournit plus de 80 % des recettes publiques et représente près de 50 % du PIB. Cette forte dépendance à l'égard du pétrole rend ces économies extrêmement vulnérables aux fluctuations des prix du pétrole et touche non seulement les exportateurs de pétrole mais aussi les importateurs sous forme de possibilités d'emplois pour leurs travailleurs migrants, de rapatriement de fonds par les travailleurs et d'échanges intrarégionaux. L'un des objectifs de la deuxième moitié de la décennie consistera à atténuer cette dépendance.
- 40. L'Asie du Sud et de l'Est et la Chine ont connu une croissance extrêmement rapide au cours des dernières années. Malgré un tassement à mi-parcours de la décennie, la tâche pour la plupart de ces pays y compris la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande est maintenant de freiner l'inflation tout en maintenant ou en renforçant la croissance économique. Le ralentissement de l'activité économique qui est intervenu au cours des dernières années a été la conséquence du resserrement des politiques monétaires face à la montée des prix.
- 41. Beaucoup a été dit aussi bien pour expliquer la "réussite" de ces pays asiatiques en expansion rapide que pour chercher à les utiliser comme modèle. On s'est attaché, par exemple, à la politique de la "porte ouverte" adoptée par la Chine, qui a eu pour effet d'accroître les investissements étrangers et les exportations. La libéralisation de l'économie et la réforme du marché, tout comme une expansion florissante du commerce d'exportation, sont les variables les plus fréquemment citées pour expliquer les réalisations de la plupart de ces pays<sup>19</sup>. La réalité est toutefois plus complexe. Dans la République de Corée, par exemple, les produits chimiques et l'industrie lourde ont été protégés contre la concurrence étrangère pendant les années 70. Bien qu'il existe de toute évidence certains dénominateurs communs (incitations à l'investissement, promotion et diversification des exportations et insistance sur la mise en valeur des ressources humaines, par exemple), on a fait observer qu'on ne peut attribuer la croissance uniquement à l'existence de certaines conditions fondamentales ex ante<sup>20</sup>. Il n'en reste pas moins que les pays qui cherchent à imiter le "miracle" asiatique peuvent certainement beaucoup apprendre de l'expérience de ces pays<sup>21</sup>.
- 42. Parmi les objectifs de développement, la Stratégie recommande non seulement une dynamisation de la croissance économique, mais aussi un développement "adapté aux besoins sociaux". Ainsi qu'il a déjà été indiqué, le niveau de pauvreté, ou inversement de richesse, d'une nation s'exprime sous forme

d'indicateurs très divers, parmi lesquels figurent le niveau des revenus, les normes en matière de santé et d'éducation, ou encore les moyens d'accès aux biens et services. Il est toutefois difficile de mesurer la pauvreté de manière à exprimer sa nature multidimensionnelle et, par conséquent, le niveau des revenus ou de la consommation des ménages sert depuis longtemps d'évaluateur commun de la pauvreté. Pour se faire une image plus complète de la pauvreté, il est toutefois important également de tenir compte d'indicateurs sociaux tels que l'espérance de vie, les taux de mortalité infantile et les taux de scolarisation<sup>22</sup>.

- 43. Indépendamment des indicateurs utilisés, deux observations s'imposent. Les variables sociales évoluent toujours lentement : les progrès en matière d'espérance de vie par exemple n'interviennent pas du jour au lendemain. D'énormes améliorations ont néanmoins été enregistrées au cours des quelques dernières décennies en matière de relèvement des niveaux de vie dans les pays en développement. Au cours des 25 dernières années, par exemple, le revenu moyen par habitant a approximativement doublé dans le monde en développement, ce qui avait pris près de 40 années aux États-Unis d'Amérique et quelque 60 années au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Par ailleurs, lorsque l'évaluation du revenu est assortie d'autres mesures des conditions de vie, il est évident qu'en moyenne, les populations des pays en développement vivent désormais plus longtemps, dans de meilleures conditions de santé et d'éducation que ce n'était le cas à la génération précédente. En outre, ces populations ont plus facilement accès à des services tels que l'électricité et l'eau courante.
- 44. Des progrès sensibles ont de toute évidence été accomplis dans divers domaines. Les taux de mortalité infantile en Asie de l'Est et dans le Pacifique, ainsi qu'en Asie du Sud par exemple, se sont améliorés dans une proportion d'environ 25 % en l'espace d'une décennie seulement. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les progrès ont été encore plus spectaculaires, soit une réduction de plus de 40 % du taux de mortalité infantile.
- 45. Tout bien considéré, par conséquent, l'écart entre les "riches" et les "pauvres" s'est atténué, même au cours des 10 dernières années environ (voir tableau 2). Cela dit, il est toutefois évident que d'énormes différences subsistent entre les régions. En 1993, par exemple, le taux de mortalité infantile de l'Afrique subsaharienne était presque trois fois supérieur à celui de l'Asie de l'Est et du Pacifique. En Asie du Sud, ce taux était plus de trois fois supérieur à celui de l'Europe et de l'Asie centrale.

Tableau 2. Indicateurs sociaux déterminés

	Taux de mor (pour 1 000 nais	Espérance de vie (années)		
	1982	1993	1982	1993
Asie de l'Est et Pacifique	48	35	65	68
Europe et Asie centrale	33	24	68	69
Amérique latine et Caraïbes	57	43	65	69
Moyen-Orient et Afrique du Nord	90	53	59	66
Asie du Sud	110	84	55	60
Afrique subsaharienne	112	93	48	52
Pays en développement	<u>71</u>	<u>54</u>	<u>61</u>	<u>65</u>
OCDE	<del>20</del>	7	<del>75</del>	77

Taux bruts de scolarisation dans le cycle primaire (en pourcentage)

	\ 1	<b>3</b> /
	<u>1982</u>	1993
Asie de l'Est et Pacifique	111	<u>1993</u> 118ª
Amérique latine et Caraïbes	105⁵	107°
Moyen-Orient et Afrique du Nord	91	96°
Asie du Sud	77	106
Afrique subsaharienne	74	67 <sup>d</sup>
Pays en développement	<u>95</u>	<u>107</u> °
OCDE	102	103

<u>Source</u>: <u>Poverty Reduction and the World Bank: Progress and Challenges in the 1990s</u> (Washington, D.C., Banque mondiale, 15 avril 1996), tableau 1.1.

- 46. Les indicateurs sont moins disparates pour l'espérance de vie. L'espérance de vie en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne est néanmoins sensiblement plus faible que dans d'autres régions. De même, les taux bruts de scolarisation dans le cycle primaire diffèrent sensiblement d'une région à l'autre et sont nettement plus faibles en Afrique subsaharienne que dans le reste du monde.
- 47. En fait, plus d'un cinquième de la population mondiale vit avec moins de un dollar par jour selon un récent rapport sur la pauvreté, d'où il ressort que le nombre de personnes qui vivent avec moins de un dollar par jour a augmenté entre 1987 et 1993, année au cours de laquelle il a atteint le chiffre de 1,3 milliard<sup>23</sup>.
- 48. Le tableau 3, qui indique quels sont les pays membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui ont ou n'ont pas atteint les trois objectifs de

<sup>&</sup>lt;sup>a</sup> 1992.

<sup>&</sup>lt;sup>b</sup> 1980.

c 1991.

<sup>&</sup>lt;sup>d</sup> 1990.

la "santé pour tous", montre ce que cela signifie pour un pays déterminé. Les trois objectifs de la stratégie de l'OMS de la santé pour tous d'ici à l'an 2000 sont les suivants : espérance de vie supérieure à 60 ans à la naissance, taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans inférieur à 70 pour 1 000 naissances vivantes, et enfin taux de mortalité infantile inférieur à 50 pour 1 000 naissances vivantes.

Tableau 3. Nombre d'États membres de l'OMS qui ont atteint les trois objectifs de santé pour tous, par région

	Pays ayant dépassé les trois objectifs	Pays n'ayant pas atteint les trois objectifs
Afrique	4	38
Amériques	25	2
Méditerranée orientale	12	5
Europe	45	0
Asie du Sud-Est	3	4
Pacifique occidental	13	3

<u>Source</u>: <u>Rapport sur la santé dans le monde 1996</u> (Genève, Organisation mondiale de la santé), tableau A2.

- 49. Bien que ces pays soient beaucoup trop nombreux pour être cités séparément, il convient de noter que l'Algérie, le Botswana, le Cap-Vert et Maurice sont les seuls en Afrique à avoir atteint les trois objectifs de l'OMS<sup>24</sup>. C'est le cas également pour la République populaire démocratique de Corée, Sri Lanka et la Thaïlande en Asie du Sud-Est. Inversement, la Bolivie et Haïti sont les seuls pays des Amériques où aucun des trois objectifs n'a été atteint, de même que le Bangladesh, le Bhoutan, le Myanmar et le Népal en Asie du Sud-Est. Il convient de signaler que la Chine est classée parmi les pays du Pacifique occidental et semblerait avoir atteint ces trois objectifs. En outre, un certain nombre de grands pays, parmi lesquels figurent le Brésil, l'Egypte, le Pakistan, la Turquie, l'Inde et l'Indonésie, n'ont pas été classés du fait qu'ils n'avaient pas atteint les trois objectifs ou n'en avaient atteint aucun des trois.
- 50. Le présent rapport vient à un moment particulièrement bien ou mal choisi selon la perspective adoptée. Dans le premier cas, à mi-chemin de la décennie, le taux moyen annuel de croissance du PIB par habitant dans l'ensemble des pays en développement a été presque trois fois supérieur à leur taux de croissance pendant les années 80, soit 2,9 % pendant la période 1991-1995 contre 1,0 % entre 1981 et 1990. En outre, les prévisions semblent indiquer qu'une forte croissance persistera pendant toute l'année 1996<sup>25</sup>. Dans le deuxième cas, qui se fonde sur une perspective plus pessimiste, si l'étendue globale de la pauvreté recule dans le monde en général, le nombre de personnes vivant dans des conditions de pauvreté, quelle que soit la définition adoptée, continue de croître<sup>26</sup>. La question est donc de savoir si la nette reprise enregistrée actuellement correspond à une tendance durable ce qui entraînera une réduction de la pauvreté partout dans le monde ou simplement une flambée sans lendemain, qui n'aura finalement que peu d'effets sur la pauvreté dans le monde.

#### V. RÔLE DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

- 51. Aux termes aussi bien de la Déclaration que de la Stratégie, la communauté internationale a l'obligation d'aider les pays en développement dans divers domaines, au moyen notamment d'une aide financière. Il s'agit donc de déterminer quelles mesures ont été prises au cours de la période 1991-1995 pour aider les pays en développement à assumer leurs obligations au titre de la dette et du service de la dette. En outre, il s'agit de déterminer si les flux de ressources ont été acheminés vers les pays en développement pour grossir l'épargne intérieure et fournir des capitaux d'investissement.
- 52. Une aide devait aussi être apportée aux pays en développement dans le domaine commercial grâce à un système d'échanges mondiaux de plus en plus ouverts et libéralisés et à un meilleur accès aux marchés. Après la conclusion du Cycle d'Uruguay, cela semble s'être réalisé, même si de nombreux exemples de protectionnisme subsistent de toute évidence, en particulier dans des domaines qui intéressent un certain nombre d'exportateurs des pays en développement qui ont obtenu de bons résultats. Ces tendances protectionnistes pourraient même être en train de s'aggraver. En outre, les systèmes régionaux d'intégration économique, qui n'ont rien d'illégal selon les normes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), pas plus qu'ils ne l'étaient aux termes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) puisqu'ils ont été sanctionnés par l'article XXIV, devraient favoriser les échanges plutôt que les détourner et devraient permettre d'accéder à un système commercial plus ouvert. Bien que la formation de groupements se soit développée au cours de la première moitié des années 90, on ne voit pas clairement si tous ces groupements répondent à ces conditions. Des efforts devaient aussi être réalisés pour faire en sorte que les termes de l'échange (les prix des produits de base en particulier) n'évoluent pas d'une manière qui soit préjudiciable aux exportateurs de produits primaires des pays en développement; en cas de fléchissement des prix, des mesures devaient être prises pour atténuer les effets de ces tendances défavorables.

### A. Commerce

53. La première moitié des années 90 a été caractérisée par trois traits distinctifs dans le domaine du commerce mondial. En premier lieu, par l'intégration croissante d'un certain nombre de pays en développement dans l'économie mondiale. Par ailleurs, les mesures de suivi après la conclusion du Cycle d'Uruguay, dans lequel les pays en développement ont joué un rôle central en harmonie avec leur importance croissante dans l'économie mondiale, ont été un autre élément marquant qui est intervenu dans le domaine commercial depuis la dernière évaluation. Le troisième élément caractéristique de cette période, en ce qui concerne l'économie internationale, a été la prolifération persistante des accords ou blocs commerciaux régionaux.

## 1. Participation accrue au commerce mondial

54. L'attitude des pays en développement dans les années 70 et au début des années 80 a été largement dominée par un certain pessimisme en matière d'exportation, ce qui a amené bon nombre de ces pays à adopter des stratégies commerciales introverties et des arrangements régionaux d'échanges Sud-Sud qui, dans l'ensemble, ont échoué. Depuis le milieu des années 80, cette attitude a

pour l'essentiel cédé le pas à des politiques commerciales extroverties et à une plus forte intégration du commerce mondial<sup>27</sup>. Par exemple, le ratio du commerce mondial au PIB - qui est une manière de mesurer l'intégration - a progressé de 1,2 point de pourcentage par an entre 1985 et 1994, c'est-à-dire trois fois plus vite qu'au cours des 10 années précédentes et presque deux fois plus vite que pendant les années 60<sup>28</sup>. Les pays en développement en tant que groupe ont largement participé à cette accélération du rythme de l'intégration. Certains d'entre eux ont néanmoins beaucoup mieux réussi que d'autres à cet égard. Dans l'ensemble, la part des exportations des pays en développement dans l'ensemble des exportations mondiales a augmenté entre 1990 et 1994, même si les moyennes dissimulent de toute évidence les résultats des différents pays, qui sont beaucoup plus variés.

- 55. L'indice de la vitesse d'intégration est un indicateur qui vise à évaluer les tendances de l'intégration. Il est établi à partir de l'évolution de quatre indicateurs entre le début des années 80 et le début des années 90 : échanges réels par rapport au PIB, rapport entre le volume des investissements étrangers directs et le PIB, cote financière auprès des investisseurs institutionnels et part des articles manufacturés dans les exportations<sup>29</sup>.
- 56. Cette opération laisse apparaître d'énormes variations dans le rythme d'intégration des pays en développement<sup>30</sup>. La plupart des pays d'Asie de l'Est, qui sont en expansion rapide, ont les indices d'intégration les plus élevés à la suite d'une augmentation exceptionnelle des échanges, des exportations de produits manufacturés et des investissements étrangers directs. Les pays qui ont entrepris des réformes économiques par exemple, l'Argentine, le Chili et le Mexique en Amérique latine, le Ghana et le Maroc en Afrique et la Turquie en Europe ont aussi un indice élevé. Inversement, la majorité des pays à faible revenu de l'Afrique subsaharienne, de même que de nombreux pays à revenu moyen en Amérique latine (y compris le Brésil, la Colombie, l'Équateur et le Pérou), au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (l'Algérie et l'Arabie saoudite notamment) ont obtenu des résultats médiocres selon cet indice. La moyenne de leur coefficient commercial et de leur cote financière a diminué, alors que celle des investissements étrangers directs a fléchi ou est restée stationnaire.
- 57. Une autre manière d'envisager la question de la mondialisation consiste à étudier les plus gros exportateurs dans le commerce mondial des marchandises. De toute évidence, ce rôle appartient aux grands pays, les petits ayant des difficultés à influer beaucoup sur le volume des échanges mondiaux, même si leur dépendance à l'égard du commerce risque d'être plus forte qu'elle ne l'est pour certains des grands pays plus autonomes.
- 58. C'est ainsi que bien que 11 pays en développement figuraient parmi les 30 premiers pays exportateurs aussi bien en 1985 qu'en 1995, les cinq premiers rangs ont toujours été occupés par de grands pays développés : Allemagne, États-Unis d'Amérique, Japon, France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Toutefois, certains pays en développement Chine, Hong-kong ou province chinoise de Taiwan ont réussi de façon spectaculaire à accroître leur commerce d'exportation de sorte que, même si le nombre des pays en développement parmi les 30 premiers exportateurs était le même en 1985 et en 1995, ces 11 pays représentaient 13,7 % des exportations mondiales en 1985, et 20,5 % en 1995, ce qui correspond à une progression de près de 50 % en l'espace de 10 années.

Tableau 4. Principaux pays en développement exportateurs dans le commerce mondial de marchandises, 1985 et 1995

	1985			1995	
Pays exportateur	<u>Valeur</u> (en milliards de dollars)	Part (en pourcentage)	Pays exportateur	<u>Valeur</u> (en milliards de dollars)	Part (en pourcentage)
			Hong-kong <sup>a</sup>	173,8	3,5
10 premiers					60,5
Province chinoise de			Chine	148,8	3,0
Taiwan	30,7	1,6	République de Corée	125,2	2,5
Hong-kong	30,0	1,6	Singapour	118,6	2,4
République de Corée	30,3	1,6	Province chinoise de		
Chine	27,3	1,4	Taiwan	111,4	2,2
Arabie saoudite	27,0	1,4	Mexique	79,8	1,6
Brésil	25,7	1,3	Malaisie	74,0	1,5
20 premiers					80,0
Singapour	22,8	1,2	Thaïlande	55,8	1,1
Mexique	21,5	1,1	Brésil	46,8	0,9
Indonésie	19,7	1,0	Arabie saoudite	45,5	0,9
Malaisie	15,3	0,8	Indonésie	45,0	0,9
Émirats arabes unis	14,4	0,7			
Proportion des échang	es dans le commerce				
mondial		13,7			20,5
Monde	1 922,0	100,0	Monde	5 020,0	100,0

<u>Source</u>: Les données pour 1995 sont tirées du communiqué de presse de l'OMC (PRESS/44) du 22 mars 1996; les données pour 1985 sont tirées du GATT, <u>Le</u> commerce international 1985-86, tableau A4 de l'appendice.

## 2. Mesures de suivi de l'Organisation mondiale du commerce

59. Le fait que toutes les nations jouent aujourd'hui un rôle décisif dans les activités de l'OMC témoigne peut-être de la globalisation accrue de l'économie mondiale. C'est ainsi qu'en août 1995 les pays en développement étaient plus de 80 parmi les 106 membres de l'OMC<sup>31</sup>. Par conséquent, un certain nombre des initiatives prises par l'Organisation, qui sont à la fois nouvelles par leur conception et commencent à peine à avoir un effet, méritent d'être mentionnées. Il sera pris note de certaines d'entre elles, qui présentent un intérêt particulier pour les pays en développement.

## a) Règlement des différends commerciaux

60. Le nouveau système de règlement des différends de l'OMC est l'un de ses éléments les plus nouveaux. Ce système n'est pas seulement assez rapide, mais aussi assez difficile à déjouer. C'est ainsi qu'en règle générale, moins de 10 mois après qu'un différend ait été soumis à l'Organe de règlement des différends de l'OMC, un rapport exposant les résultats et les conclusions de

<sup>&</sup>lt;sup>a</sup> Comprend d'importants transbordements.

l'affaire est adopté par cet organe, sauf s'il existe un consensus contre son adoption. Ce système ôte essentiellement aux parties aux différends la possibilité de paralyser le processus. Le fait que les parties aux différends commerciaux pouvaient entraver le processus de règlement des différends était précisément considéré comme l'une des principales faiblesses de l'ancien système du GATT.

- 61. Les pays en développement ont de plus en plus recours au mécanisme multilatéral de règlement des différends : ils le font beaucoup plus au sein de l'OMC qu'ils ne le faisaient au sein du GATT. Le 5 mars 1996, par exemple, l'Organe de règlement des différends a créé deux groupes spéciaux, à la demande des Philippines et du Costa Rica, pour enquêter sur la noix de coco séchée et les produits textiles respectivement. Cela a porté à quatre le nombre de groupes spéciaux en activité dont trois examinent des cas dans lesquels les plaignants sont des pays en développement. Sont également soumises à l'examen d'un groupe spécial l'affaire de la désignation commerciale des pectinidés par la Communauté européenne, dans laquelle le Chili et le Pérou sont les plaignants, et celle des taxes appliquées par le Japon sur les boissons alcoolisées, dans laquelle le Canada, la Communauté européenne et les États-Unis sont les plaignants.
- 62. Le premier rapport de groupe spécial publié dans le cadre de l'OMC (et faisant actuellement l'objet d'un appel), celui sur les normes appliquées par les États-Unis concernant l'essence nouvelle et ancienne formules, faisait suite à des plaintes du Venezuela et du Brésil. Le premier différend qui a été réglé à l'échelon bilatéral dans le cadre de l'OMC concernait deux pays en développement : Singapour et la Malaisie. La situation actuelle diffère donc sensiblement de celle qui caractérisait le mécanisme de règlement des différends dans le cadre du GATT, où la grande majorité des affaires mettait en présence des pays développés<sup>32</sup>.

## b) <u>Agriculture</u>

- 63. Même si l'accord initial conclu dans le cadre du GATT s'appliquait aux échanges dans le domaine agricole, il manquait d'efficacité, en particulier en ce qui concerne les subventions à l'exportation. Le Cycle d'Uruguay a donc cherché à modifier le commerce agricole en jetant les bases d'une politique plus axée sur le marché. L'accès aux marchés pour les produits agricoles est donc régi désormais par un système de droits de douane uniquement. Ces droits seront progressivement réduits en moyenne de 36 % dans le cas des pays développés et de 24 % dans le cas des pays en développement, les réductions étant réparties sur six ans pour les pays industrialisés et sur 10 ans pour les pays en développement. Les pays les moins avancés ne sont pas tenus d'abaisser leurs droits de douane.
- 64. Parallèlement, les mesures d'appui au plan intérieur sont contrôlées au moyen de réductions de la mesure globale d'appui, qui est un moyen de quantifier la valeur globale de l'appui intérieur ou des subventions accordées à chaque catégorie de produits agricoles. Les engagements pris prévoient une réduction de 20 % de la mesure globale d'appui pour les pays développés sur une période de six années. Pour les pays en développement, l'engagement porte sur une réduction de 13 % sur une période de 10 années, tandis qu'aucune réduction n'est exigée des pays les moins développés<sup>33</sup>. Les mesures intérieures d'appui

considérées comme ayant une incidence minime sur le commerce (appelées "subventions de la catégorie verte") ont été exclues des réductions envisagées. Ces mesures englobent les services publics en général, par exemple dans les domaines de la recherche, de la lutte contre les maladies et de la sécurité alimentaire, de même que les versements directs aux producteurs, par exemple sous forme d'appui direct aux revenus non considérés comme encourageant la production, de même que d'aide aux ajustements structurels et de versements directs au titre de programmes sur l'environnement et l'assistance régionale.

### c) <u>Textiles/vêtements</u>

65. Depuis 1974, le commerce des textiles et des vêtements a été essentiellement régi par l'Arrangement multifibres (AMF), qui est la base sur laquelle de nombreux pays industrialisés ont contingenté les importations de textiles et de vêtements en provenance des pays en développement les plus compétitifs au moyen d'accords bilatéraux ou de mesures unilatérales. L'intégration de ce secteur dans le domaine d'activité de l'OMC a été l'un des résultats très favorablement accueillis du Cycle d'Uruguay et se fera sur une période de 10 ans.

#### d) Mesures antidumping

66. Aux termes de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, les pays étaient autorisés à appliquer des droits antidumping aux importations d'un produit dont le prix à l'exportation était inférieur à sa "valeur normale" si ce dumping portait préjudice à l'industrie du pays importateur. Bien que des règles plus détaillées concernant l'application de ces mesures aient été négociées dans le cadre du Cycle de Tokyo, l'emploi de ces mesures à titre de manoeuvre protectionniste s'est généralisé au cours des dernières années, ce qui a amené le Cycle d'Uruguay à réexaminer la question. Le nouvel accord permet de déterminer de façon plus claire et plus détaillée qu'un produit a fait l'objet d'un dumping. En outre, un importateur est désormais tenu d'établir clairement l'existence d'un lien de cause à effet entre les importations qui ont fait l'objet d'un dumping et le préjudice porté à l'industrie nationale.

# e) <u>Résultats quantitatifs du Cycle d'Uruguay</u>

67. Quelle est l'ampleur des effets escomptés des accords issus du Cycle d'Uruguay? Un certain nombre d'études ont déjà tenté de répondre à cette question. L'une d'elles, réalisée sous les auspices de l'OMC, a évalué les gains à 94 milliards de dollars par an, en dollars É.-U. de 1992. Si l'on y ajoute les investissements induits, ces gains atteignent 214 milliards de dollars par an, dont près de la moitié devrait revenir aux pays en développement. Une deuxième étude, réalisée cette fois sous les auspices de la Banque mondiale, a conclu que le total des gains en matière de revenus s'élèverait à 171 milliards de dollars, dont un tiers approximativement reviendrait aux pays en développement. Une troisième enquête a porté principalement sur les articles manufacturés en incorporant la croissance et les transformations de structure escomptées jusqu'à la pleine mise en oeuvre des accords issus du Cycle d'Uruguay, en 2005. Cette méthodologie a tendance à grossir les gains supposés étant donné que l'économie mondiale se développe au fil des ans et que, en l'absence du Cycle d'Uruguay, les déformations seraient

plus sensibles en 2005 qu'elles ne l'étaient en 1992. Dans ce modèle par conséquent, les gains en matière de revenus ont été estimés à 258 milliards de dollars par an, dont un tiers approximativement irait aux pays en développement. Le comportement des marchés de l'emploi est un autre facteur décisif qui influe sur le volume et la répartition des avantages résultant de la libéralisation<sup>35</sup>. Une quatrième étude réalisée en tenant compte de ce facteur a conclu à des gains estimatifs de 235 milliards de dollars par an, dont 56 milliards de dollars pour les pays en développement<sup>36</sup>.

68. De toute évidence, aucune de ces estimations ne peut être acceptée aveuglément. Elles donnent plutôt une idée d'un ordre de grandeur possible. Il en va de même de l'analyse des effets du Cycle d'Uruguay sur les revenus et les salaires réels désagrégés par région. Dans chaque cas, les résultats dépendent des gains d'efficacité dus à la libéralisation dans chaque pays, des effets des termes de l'échange ainsi que des incidences de l'abolition de l'Arrangement multifibres. Selon cette étude, les gains les plus marqués vont aux membres de l'OMC en Asie de l'Est (Indonésie, Malaisie, République de Corée et Thaïlande, par exemple) qui se sont engagés à procéder à une libéralisation assez poussée aussi bien de l'agriculture que du secteur manufacturé. Dans le même ordre d'idées, on estime que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, de même que les pays en transition, ne connaîtront que de faibles augmentations du PIB car ils ont pris relativement peu d'engagements en vue de libéraliser leurs échanges dans le cadre du Cycle d'Uruguay. En fait, bon nombre de ces pays ne sont pas encore membres de l'OMC. En même temps, on estime que l'Afrique subsaharienne enregistrera des pertes en raison de l'absence de mesures de libéralisation, d'une faible augmentation des cours mondiaux de certaines denrées alimentaires et du relèvement des prix des textiles et des vêtements importés<sup>37 38</sup>.

#### 3. Blocs commerciaux

69. Il n'est plus de mise de penser aux avantages que présente la multiplication des blocs commerciaux. Les accords commerciaux régionaux font de toute évidence partie de la situation commerciale actuelle. Non seulement tous les grands pays industrialisés appartiennent au moins à un groupement de ce genre mais, conformément à une évolution caractéristique de la première moitié de la présente décennie, un grand nombre de pays en développement jouent désormais un rôle actif dans leur formation et/ou leur élargissement (voir tableau 5)<sup>39</sup>. En outre, entre 1990 et 1994, les échanges intrarégionaux en Amérique du Nord, en Asie et en Amérique latine ont progressé plus vite que les échanges interrégionaux (alors que l'on observait une tendance opposée en Europe occidentale et en Europe centrale/orientale et dans l'ex-URSS). En 1995, selon les données disponibles, la progression des échanges intrarégionaux en Asie et en Amérique latine s'est à nouveau accélérée<sup>40</sup>.

Tableau 5. Six grands blocs commerciaux de création récente

	Nom	Entrée en vigueur	Pays membres
1.	Accord de libre échange nord- américain (ALENA)	1989	Canada, États-Unis d'Amérique, Mexique
2.	Association de coopération économique Asie-Pacifique	1989	Australie, Brunéi Darussalam, Canada, Chili, Chine, États-Unis d'Amérique, Hong-kong, Indonésie, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Papouasie- Nouvelle-Guinée, Philippines, province chinoise de Taiwan, République de Corée, Singapour, Thaïlande
3.	Marché commun du Sud (MERCOSUR)	1991	Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay
4.	Zone de libre échange de l'ANASE	1991	Brunéi Darussalam, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Viet Nam
5.	Communauté de développement de l'Afrique australe	1992	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, République-Unie de Tanzanie, Swaziland, Zimbabwe, Zambie
6.	Union économique et monétaire Ouest africaine (UEMOA)	1994	Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo

<u>Source</u>: Tableau établi à partir de données recueillies par le Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques.

70. Des accords commerciaux de plus en plus détaillés et d'une portée de plus en plus grande se sont rapidement multipliés au cours de la première moitié des années 90. Toutefois, la première question qui se pose est évidemment de savoir quels seront en fin de compte les effets bénéfiques de toutes ces activités de groupe<sup>41</sup>. La dichotomie classique entre la création et le détournement d'échanges commerciaux - telle qu'elle a été exposée par Viner et Meade - constitue depuis de nombreuses décennies le point de départ de tout débat sur la question, établissant clairement que les blocs commerciaux régionaux pourraient abaisser les conditions de vie, même s'il est accepté que les incidences réelles d'un type particulier de régionalisation sur les conditions de vie doivent être déterminées au cas par cas.

71. Au début des années 90, parallèlement au renouveau d'intérêt pour la création de blocs commerciaux, de nouvelles mises en garde ont été formulées au sujet des éventuels effets négatifs de ces mécanismes sur les conditions de vie<sup>42</sup>. Depuis lors, pour essayer de répondre à de telles craintes, des modèles ont été établis pour montrer que les blocs commerciaux peuvent, dans des conditions appropriées, avoir un effet bénéfique sur les conditions de vie<sup>43</sup>. Parallèlement, les débats théoriques les plus récents ont été axés sur deux notions, tout d'abord la notion de blocs commerciaux continentaux ou naturels, dans laquelle il est tenu compte des incidences des frais de transport sur les courants commerciaux. Ces discussions ont aussi donné corps à la notion de "régionalisme ouvert". Cette notion, rejetée par certains qui la qualifient d'oxymoron, vise à affirmer que certains blocs commerciaux régionaux sont plus capables que d'autres de minimiser le détournement du trafic.

- De toute évidence, la question de savoir si des arrangements de commerce régionaux favorisent ou entravent la liberté des échanges dans le monde n'est pas encore résolue44. Il suffira de dire que si la non-discrimination représente le principal tenant de l'OMC pour ce qui est du commerce des marchandises, des services et pour la propriété intellectuelle, la discrimination est par définition la pierre angulaire des accords commerciaux régionaux. Une question décisive consiste donc à déterminer si les conditions prévues par tout arrangement envisagé sont compatibles avec les dispositions de l'OMC. L'article XXIV de l'Accord GATT/OMC de 1994, qui a été adopté dans le cadre du Cycle d'Uruguay, énonce les principes directeurs à observer dans ces arrangements, à savoir que les blocs doivent faciliter le commerce entre leurs membres, et non opposer des obstacles tarifaires aux non-membres. Il est toutefois plus facile en théorie qu'en pratique d'établir si cette condition est véritablement respectée, et il appartient donc à la communauté internationale de veiller à ce que les blocs commerciaux qui se constituent améliorent les conditions de vie dans le monde entier. Un fait nouveau important à cet égard est la décision prise le 15 décembre 1995 par le Conseil général de l'OMC en vue de charger un comité d'étudier tous les nouveaux accords régionaux. Le mandat de ce comité, qui a été approuvé le 6 février 1996, est très étendu. Le comité sera en effet chargé d'étudier tous les accords régionaux de commerce dont la création est signalée à l'OMC, d'arrêter des procédures en vue d'améliorer le processus d'examen, de recevoir des rapports sur les accords existants et d'envisager les incidences systémiques des accords et des initiatives de caractère régional sur les échanges multilatéraux en général<sup>45</sup>.
- 73. Le commerce et l'environnement de même que le commerce et les normes professionnelles figurent parmi les nouvelles questions inscrites à l'ordre du jour. Plusieurs pays développés ont proposé d'inscrire ces deux questions parmi celles qui seront ultérieurement étudiées par l'OMC, bien qu'un certain nombre de pays en développement craignent que les pays industrialisés n'adoptent des mesures protectionnistes sous le couvert de ces questions.

## B. Dette, flux de capitaux et aide

- 74. Toute analyse des flux financiers à destination des pays en développement à faible revenu ou à revenu intermédiaire exige généralement de se reporter à la période 1973-1981 qui a été marquée par d'énormes flux de capitaux vers de nombreux pays en développement, essentiellement sous forme de prêts consentis par des banques privées au secteur public. Il est d'usage de rappeler ensuite que ces sources de crédit se sont taries, sinon pour tous les pays en développement, pour la plupart d'entre eux, lors de la crise d'endettement, entre 1982 et 1989.
- 75. À bien des égards, cette situation s'est répétée au cours de la première moitié des années 90. C'est ainsi qu'au cours des dernières années, un certain nombre de pays en développement dans diverses régions du monde ont, à nouveau, bénéficié de flux importants de capitaux étrangers. Toutefois, deux éléments distincts caractérisent la situation actuelle : tout d'abord, la disparité entre l'évolution des flux de capitaux privés et celle des flux d'autres ressources et, en second lieu, la forte concentration des apports de capitaux privés.

Tableau 6.	Flux de capitaux déterminés vers les pays en développement
	(en milliards de dollars de 1993)

	1970ª	1980ª	1991	1992	1993	1994	1995⁵
Montant net des investissements							
étrangers directs	3,0	13,0	34,5	44,9	64,0	80,1	90,3
Investissements de portefeuille	4,2	3,5	17,5	24,3	86,6		
Montant net des prêts des banques							
commerciales	9,8	11,8	18,9	14,5	5,5		
Dons et dette publique	9,9	34,4	59,3	47,3	52,3		
Total	23,1	62,5	113,1	131,0	208,3	207,4	231,3

<u>Source</u>: Pour les années 70 et jusqu'à l'année 1993, voir <u>Finance and</u> <u>Development</u> (décembre 1995), p. 7; pour les années 1994 et 1995, voir <u>World Debt</u> <u>Tables, 1996</u>, vol. 1.

- 76. Les mouvements de capitaux privés jouent un rôle de plus en plus décisif dans le développement économique. C'est ainsi, par exemple, que les investissements étrangers directs dans les pays en développement ont quadruplé, passant d'une moyenne annuelle de 12,6 milliards de dollars en 1980-1985 à plus de 50 milliards de dollars en 1992-1993, pour finalement atteindre 70 milliards de dollars en 1994. Les pays en développement ont absorbé environ un tiers de l'ensemble des investissements étrangers directs dans le monde au cours de la période 1992-1994, contre un cinquième au cours de la première moitié des années 80. En outre, la contribution des investissements étrangers directs à la formation brute de capitaux dans les pays en développement a plus que doublé entre 1986 et 1992, pour dépasser 6 % en 1993<sup>46</sup>.
- 77. Parallèlement à l'accroissement des investissements directs, d'autres formes d'apports de capitaux perdent relativement de leur importance. C'est ainsi, par exemple, que la part de l'aide concessionnelle dans les apports de capitaux n'a cessé de s'amenuiser depuis les années 60, lorsqu'elle en représentait environ les deux tiers. Pendant les années 80 encore, l'aide représentait plus de 50 % de l'ensemble des flux de capitaux, alors qu'elle n'en représentait plus qu'un quart en 1993. En outre, les prêts des banques commerciales, qui constituaient une importante source de fonds dans les années 70, se sont pratiquement taris depuis la crise d'endettement dans les années 80.
- 78. Les investissements de portefeuille ont aussi connu une expansion remarquable au cours de cette période, augmentant en fait beaucoup plus sensiblement que les investissements directs. Toutefois, on fait généralement observer que les investissements de portefeuille sont à la fois instables et risqués, opinion qui a été confirmée par les sorties de capitaux observées au Mexique en décembre 1994. En revanche, les investissements étrangers directs

 $<sup>^{\</sup>rm a}$  Ces chiffres correspondent aux moyennes annuelles pour la période 1971-1980 et 1981-1990, respectivement.

b Chiffres provisoires.

sont considérés comme présentant l'avantage supplémentaire d'être accompagnés d'un transfert de technologie, de compétences de gestion et d'accès aux marchés d'exportation, toutes choses dont les pays en développement ont grand besoin<sup>47</sup>.

- 79. Aussi avantageux soient-ils, les investissements étrangers directs demeurent très concentrés: huit pays représentant 30 % du PIB des pays en développement ont absorbé les deux tiers de l'ensemble de ces investissements au cours de la période 1990-1993<sup>48</sup>. En 1994, 11 pays, situés pour la plupart en Asie de l'Est et en Amérique latine, ont absorbé approximativement les trois quarts de la totalité des investissements étrangers directs destinés au monde en développement<sup>49</sup>. En 1995, les investissements étrangers directs à destination de la Chine uniquement ont progressé de 12 %, faisant de ce pays le premier bénéficiaire de ces investissements puisqu'il en absorbe environ un tiers<sup>50</sup>.
- 80. En fait, les apports de capitaux privés en général, et pas seulement les investissements étrangers directs, sont très concentrés. En 1993, par exemple, 12 pays ont absorbé 77 % de ces capitaux privés. Parallèlement, 10 pays seulement ont émis près de 90 % de la totalité des titres obligataires sur les nouveaux marchés en 1993; il s'agit des pays suivants : Mexique, Brésil, Argentine, Hongrie, République de Corée, Grèce, Turquie, Chine, Venezuela et Thaïlande (énumérés dans l'ordre décroissant de la valeur en dollars des obligations émises)<sup>51</sup>.
- 81. Si un petit nombre mais qui va croissant de pays en développement absorbent la plus large part de flux de capitaux privés toujours plus abondants, l'une des caractéristiques des années 90 a été parallèlement la stagnation, et en fait le recul en termes réels, de l'aide publique au développement (APD). Ainsi donc, pendant la période 1990-1994, le montant de l'APD en faveur des pays en développement est demeuré plus ou moins constant - mise à part une brève flambée en 1991 - à un plateau qui avait été atteint au milieu des années  $80^{52}$ . En 1994, l'APD apportée par tous les pays membres du Comité d'aide au développement aux pays en développement et aux organisations multilatérales s'est élevée à 0,30 % de leur PNB commun, contre 0,34 % en moyenne au début des années  $80^{53}$ . Essentiellement stationnaires, les décaissements au titre de l'APD sont seulement passés de 51,3 milliards de dollars en 1990 à 54,5 milliards de dollars en 1994, même si ces fonds ont été légèrement redistribués au cours de cette période de manière à ce qu'une plus large part de l'APD soit acheminée vers l'Afrique subsaharienne et certains pays d'Amérique du Nord et d'Amérique centrale et d'Extrême-Orient. C'est ainsi que les affectations de fonds à Haïti et au Mexique ont beaucoup augmenté, de même que l'APD à la Chine, au Cambodge, à la Mongolie et au Viet Nam<sup>54</sup>.
- 82. Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, la crise d'endettement des années 80 a fait beaucoup de victimes. Toutefois, la différentiation croissante qui est apparue dans la position des diverses nations a été l'une des principales caractéristiques de la première moitié de cette décennie. D'une part, un certain nombre de pays en développement à revenu intermédiaire, notamment en Amérique latine, semblent avoir repris le contrôle de leur dette extérieure en ayant retrouvé le moyen d'accéder aux marchés internationaux de capitaux. Par ailleurs, de nombreux pays à faible revenu, et un certain nombre de pays à revenu intermédiaire également, continuent de se heurter à d'énormes difficultés liées au service de la dette.

Tableau 7. Indicateurs d'endettement des pays en développement importateurs de capitaux, 1990, 1994 et 1995

(en pourcentage)

	1990	1994	1995	
Ratio dette extérieure/PNB	39,1	37,0	31,6	
Amérique latine	44,9	37,1	39,6	
Afrique	70,4	76,4	65,0	
Afrique subsaharienne	98,9	135,8	120,9	
Asie	27,2	28,5	26,8	
Pays les moins avancés	82,6	98,5	89,8	
Ratio dette extérieure/exportations	138,9	122,8	98,8	
Afrique subsaharienne	327,1	384,5	366,3	
Pays les moins avancés	368,0	435,3	410,8	
Ratio service de la dette/exportations	15,7	12,9	12,9	
Afrique subsaharienne	17,7	16,7	19,3	
Pays les moins avancés	14,1	11,3	16,8	

<u>Source</u>: <u>La situation économique et sociale dans le monde, 1996</u>..., annexe, tableau A.37.

- Une stratégie visant à ramener les pays lourdement endettés à des conditions viables de service de la dette s'est donc jusqu'ici attachée aux problèmes de la dette contractée auprès des banques commerciales, ainsi que des dettes accumulées auprès de créditeurs du secteur public. Toutefois, lors d'une réunion du Comité du développement, organe commun de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), qui s'est tenue en octobre 1995, le Comité a décidé de s'attaquer, lors de sa réunion du printemps 1996, aux problèmes liés à la dette contractée auprès d'institutions multilatérales<sup>55</sup>. Une évaluation préliminaire a permis d'identifier huit pays comme assumant une dette non viable, le seuil de viabilité étant fixé entre 20 et 25 % pour le ratio service de la dette/exportations et entre 200 et 250 % pour le ratio dette/exportations; ces pays sont les suivants : Burundi, Guinée-Bissau, Mozambique, Nicaragua, Sao Tomé-et-Principe, Soudan, Zaïre et Zambie. Les pays ci-après ont par ailleurs été jugés être en grande difficulté : Bolivie, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Guyane, Madagascar, Myanmar, Niger, Rwanda, République-Unie de Tanzanie et Ouganda $^{56}$ . Un plan d'aide à ces 20 pays qui soit mutuellement acceptable n'a pas encore été élaboré. La question sera à nouveau abordée par le Comité du développement lors de sa réunion de l'automne 1996<sup>57</sup>. Toutefois, les personnes opposées à cette idée insistent déjà sur l'existence préalable de "réformes viables" pour donner droit à cette aide, en faisant observer que la Bolivie et l'Ouganda seraient les seuls pays capables à ce stade de répondre à ce critère.
- 84. Malgré l'absence d'un plan cohérent Banque mondiale/FMI, des bailleurs de fonds appartenant à plus de 30 pays ont quand même décidé en mars 1995 de mettre quelque 22 milliards de dollars à la disposition de l'Association internationale de développement (AID), qui est le service de prêts concessionnels de la Banque mondiale. Ces pays ont donc décidé de fournir, à compter de juillet 1996, quelque 11 millions de dollars répartis sur trois ans, le reste de la somme

provenant de remboursements de crédits consentis par l'AID, de versements antérieurs et de fonds appartenant à la Banque elle-même. Les affectations de fonds de l'AID pourraient aider environ 78 pays pauvres ayant une population globale de plus de trois milliards d'habitants. Ce niveau de financement ne représente pas moins un abaissement sensible des sommes que les pays donateurs avaient mises à la disposition de l'AID à l'occasion de reconstitutions antérieures, lorsqu'ils avaient pris des engagements de l'ordre de 18 milliards de dollars, les trois milliards de dollars restants provenant de remboursements et de bénéfices de la Banque.

85. Quelles que soient les rares notes optimistes que l'on entend, il n'en subsiste pas moins un petit groupe de pays pauvres fortement endettés, notamment en Afrique subsaharienne, pour lesquels le poids de la dette n'a nullement évolué au cours des quelques dernières années. En fait, dans la perspective des trois indicateurs d'endettement cités au tableau 7, leur situation s'est en fait aggravée depuis 1990.

## VI. DÉVELOPPEMENT DES PAYS LES MOINS AVANCÉS ET MESURES SPÉCIALES ADOPTÉES À LEUR ÉGARD

### A. <u>Performance économique</u>

- 86. Depuis 15 ans, la performance économique des pays les moins avancés en général a été décevante et demeure une source de profonde préoccupation pour la communauté internationale<sup>58</sup>. Bien que la situation économique des pays les moins avancés se soit améliorée en 1995, cette situation s'est en fait aggravée si l'on considère l'ensemble de la période quinquennale allant de 1991 à 1995, avec un recul d'environ 0,9 % du PIB par habitant après la stagnation des années 80, même si, de toute évidence, les conditions varient considérablement d'un pays à l'autre. Sur les 48 pays les moins avancés, 17 seulement ont enregistré de solides taux de croissance et réussi à améliorer leur niveau de vie, tandis que 16 autres n'ont atteint qu'une faible croissance économique et n'ont pu éviter une détérioration du revenu par habitant, les 15 restants ayant obtenu de mauvais résultats en raison essentiellement de troubles politiques, de tensions sociales et de lutte armée.
- 87. Ces tendances divergentes observées parmi les pays les moins avancés s'expliquent peut-être de diverses manières. Ceux qui ont obtenu les résultats les plus probants qui se trouvent tous en Asie à l'exception de huit ont bénéficié d'importants apports de capitaux (rapatriement des salaires des travailleurs, APD, investissements étrangers directs et prêts), ainsi que de débouchés commerciaux<sup>59</sup>. Ces pays ont réussi à élargir leur base de production en diminuant l'importance des produits de base au profit des articles manufacturés, ce qui les a quelque peu protégés contre la stagnation des cours des produits de base<sup>60</sup>. En outre, ces pays ont aussi réussi à accroître leurs recettes d'exportation en raison de la forte croissance économique et du développement des échanges intrarégionaux en Asie.
- 88. En revanche, les pays les moins avancés qui sont restés stationnaires se sont heurtés à de nombreux obstacles qui les ont empêchés d'améliorer leur niveau de vie. La production a augmenté, mais moins rapidement que la population, ce qui a entraîné un fléchissement du revenu par habitant. La faiblesse de la croissance économique de ces pays s'explique principalement par

des insuffisances de l'offre : dépendance excessive à l'égard de produits non transformés ou semi-transformés, technologie rudimentaire, pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et infrastructure matérielle déficiente. Des catastrophes naturelles telles que la sécheresse ont entraîné un abaissement du PIB réel dans de nombreux pays, aggravant encore les problèmes liés à des structures économiques insuffisantes. Il n'est pas surprenant que ces pays, qui à l'exception de deux se trouvent tous en Afrique, aient enregistré des déficits des termes de l'échange<sup>61</sup>.

89. La guerre civile et une forte instabilité politique ont eu des répercussions dramatiques pour un grand nombre des pays les moins avancés pendant toute l'année 1994 et cinq d'entre eux seulement ont réussi à mettre fin à la guerre civile et/ou aux troubles sociaux. Cela a entraîné la destruction d'une grande partie de l'infrastructure matérielle, l'effondrement de la production agricole<sup>62</sup> et la régression de la production industrielle. Dans de nombreux cas, il y a eu un exode rural et de nombreuses personnes se sont trouvées déplacées, dont certaines se sont réfugiées dans des pays voisins. Des ressources déjà insuffisantes ont été détournées du développement économique pour financer l'effort de guerre. En conséquence, l'expansion moyenne de la production, tout comme les revenus par habitant, ont fléchi dans ces pays.

### B. Mesures prises par les pouvoirs publics

- 90. Pris entre la stagnation ou même la régression des revenus par habitant et des déséquilibres macro-économiques, la plupart des pays les moins avancés ont entrepris un large éventail de réformes d'orientation (en avril 1996, 38 d'entre eux avaient déjà procédé à des réformes d'ajustement). Si la conception et l'effet de ces réformes varient considérablement d'un pays à l'autre, les changements décidés par les pouvoirs publics, de même que les instruments clefs utilisés à cet effet, ont été assez semblables dans leur orientation, dans la mesure où ils consistaient à réguler la demande (politiques fiscales et monétaires restrictives) afin d'éliminer les déséquilibres aussi bien internes qu'externes et de freiner l'inflation, à modifier les dépenses et la production (taux de change et politique salariale) en vue d'encourager l'exportation et le remplacement des importations, et enfin à prendre des mesures de régulation de l'offre en fonction d'une économie de marché (libéralisation, dérégulation et privatisation, par exemple) afin d'améliorer la rentabilité de l'affectation des ressources.
- 91. Devant la persistance des déséquilibres budgétaires et des déséquilibres des paiements extérieurs, la plupart des pays les moins avancés ont été amenés à repenser entièrement leurs programmes en matière de budget et de développement en mettant nettement l'accent sur l'austérité. Dans la fonction publique, les recrutements ont été gelés, les salaires ont été réduits et les avantages sociaux ont été supprimés. Les réformes dans la fonction publique ont mis l'accent sur la diminution des effectifs. Les subventions à la consommation ont été supprimées et les dépenses sociales en matière d'éducation et de santé, par exemple, ont été considérablement réduites, ce qui s'est traduit essentiellement par une diminution des dépenses d'équipement pour de nouveaux établissements scolaires et hospitaliers. Les dépenses d'équipement ont été rationalisées en concentrant et en réaménageant les investissements au profit d'activités productives.

- 92. La privatisation a été un élément décisif dans l'ensemble des mesures d'ajustement budgétaire. Afin d'atténuer la pression qui s'exerce sur les ressources budgétaires des gouvernements et de réduire les besoins de financement, la plupart des pays les moins avancés ont entrepris dans les années 90 une réforme des entreprises du secteur public. La privatisation a consisté pour les gouvernements non seulement à se dessaisir de leurs avoirs, ou à les vendre, mais aussi à transférer la gestion des activités du secteur public à des entités privées par le biais de contrats et de concessions, à sous-traiter ou à accorder des franchises pour des activités qui étaient antérieurement assurées par l'État, ou encore d'opérations menées en association entre les secteurs public et privé<sup>63</sup>.
- 93. Avant ces réformes, des taux d'intérêt insuffisants ou négatifs freinaient l'épargne, augmentaient les fuites de capitaux et laissaient place à une expansion du crédit obtenu trop facilement. En conséquence, la plupart des pays les moins avancés ont pris des mesures pour limiter le crédit et relever les taux d'intérêt en termes réels. Dans de nombreux pays, les contrôles administratifs ont été supprimés et les banques ont été autorisées à fixer librement leurs taux d'intérêt. Cela s'est accompagné, dans certains pays, d'une libéralisation des marchés financiers qui a permis à des établissements autres que les banques (grandes sociétés et établissements de crédit n'appartenant pas au système bancaire) de financer directement le déficit budgétaire.
- 94. Certains des pays les moins avancés (y compris le Burundi, Madagascar, le Mozambique, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et la Sierra Leone) ont eu recours à la dévaluation pour stimuler la production, améliorer leur position concurrentielle, attirer des capitaux étrangers, réduire la demande excessive de devises et, dans certains cas, éliminer le trafic et la contrebande de devises illégales. Même les pays appartenant à la zone CFA qui avaient bénéficié de taux de change fixes depuis de nombreuses décennies ont dévalué leur monnaie de 50 % par rapport au franc français en janvier 1994. Neuf d'entre eux appartiennent à la catégorie des pays les moins avancés<sup>64</sup>.
- 95. En matière de commerce extérieur, les changements d'orientation ont notamment consisté à supprimer les contingents, à les remplacer par des tarifs douaniers, à supprimer les taxes à l'exportation, à rationaliser les listes tarifaires et à calculer les droits de douane sur une base <u>ad valorem</u>. Des mesures de dérégulation ont été prises simultanément et les contrôles des prix ont donc été supprimés pour la plupart des produits de base, tandis que le monopole d'État dans le secteur du commerce intérieur était démantelé dans certains pays (Bénin, Burkina Faso et Gambie).

## C. Évaluation des réformes d'orientation

96. Bien que la plupart des pays les moins avancés aient entrepris des réformes économiques depuis le milieu des années 80, la conjoncture extérieure n'a pas toujours été favorable. Les termes de l'échange de l'Afrique ont, par exemple, fléchi pendant les années 80 et la première moitié des années 90 (les termes de l'échange de cette région ont diminué de 3,2 % entre 1991 et 1995). Même en Asie du Sud-Est, les termes de l'échange qui avaient été favorables aux pays les moins avancés d'Asie au cours des années 80 puisqu'ils avaient progressé de 2,6 %, ont reculé de 0,8 % entre 1991 et 1995. Par ailleurs, entre 1992

et 1994, 10 parmi les pays les moins avancés ont connu la sécheresse et la guerre civile s'est prolongée jusqu'en 1992 dans d'autres de ces pays. Ces divers facteurs extérieurs préjudiciables (détérioration des termes de l'échange, sécheresse, guerre civile et conflits sociaux) ont nui à la performance des pays les moins avancés au cours de la première moitié des années 90.

- 97. Les programmes de stabilisation entrepris au cours de la période 1991-1995 ont eu des effets négligeables sur l'amélioration des revenus par habitant. nombre des pays les moins avancés ont toutefois réussi à rétablir l'équilibre macro-économique. C'est ainsi que sur un échantillon de 31 pays pour lesquels on avait des données sur la situation du budget et de la balance des paiements en 1993, l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles, 16 d'entre eux avaient réduit le rapport entre le déficit budgétaire (non compris les dons) et le PIB, la réduction étant très nette dans certains d'entre eux (Bénin, Comores et Éthiopie). L'amélioration a été aussi remarquable en ce qui concerne la position de la balance des paiements. Sur les 31 pays considérés, 15 ont sensiblement réduit le rapport entre le déficit des comptes courants et le PIB. Toutefois, l'amélioration des rapports relatifs au budget et aux comptes courants résulte de la compression des dépenses publiques et des importations respectivement plutôt que de l'accroissement des recettes publiques et des exportations<sup>65</sup>. Sur ces 31 pays, 20 n'ont pas réussi à renverser le repli du PIB par habitant, l'amélioration a été marginale dans huit autres, tandis que les trois restants - Lesotho, Myanmar et Guinée-Bissau - sont parvenus à relever de plus de 2 % les revenus par habitant.
- 98. Les réformes économiques n'ont eu que peu d'effet sur la mobilisation des ressources intérieures. Pour la totalité des 31 pays étudiés, la balance des ressources a été négative, dans une proportion qui a atteint 50 % du PIB dans certains pays en 1993. Cette insuffisance des ressources a été comblée au moyen d'apports de capitaux étrangers. L'impossibilité pour les pays les moins avancés de mobiliser des ressources intérieures ainsi que leur forte dépendance à l'égard des ressources extérieures ont suscité des craintes quant à la viabilité des réformes entreprises. Par exemple, les envois de fonds par les personnes travaillant à l'étranger sont subordonnés à la politique et à la position des pays hôtes en matière d'immigration. L'assistance extérieure est tributaire des contraintes budgétaires des pays donateurs, des besoins supplémentaires auxquels leurs ressources devront répondre et de la conception générale de la capacité d'absorption limitée de certains des pays les moins avancés<sup>66</sup>.
- 99. Depuis 1989, la privatisation a progressé lentement dans les pays les moins avancés, en partie du fait de la précarité ou de l'absence de marchés de capitaux, d'où la difficulté pour les investisseurs nationaux potentiels de trouver des capitaux suffisants. En outre, les ressources administratives et financières que nécessite l'élaboration de propositions de privatisations sont un autre obstacle majeur. De nombreux gouvernements ne disposent pas des compétences ou des services administratifs pour mener à bien un programme de privatisation avec efficacité. En outre, du fait que la privatisation a généralement entraîné une compression des effectifs, les syndicats dans de nombreux pays se sont fermement opposés à l'application de programmes de ce genre. Enfin, et ce n'est pas la moindre raison, les acheteurs étrangers n'ont manifesté qu'un intérêt limité pour les entreprises du secteur public.

100. Malgré un net repli de la production agricole dans certains des pays les moins avancés, l'agriculture demeure la grande force de la plupart de ces pays puisqu'elle représentait 46 % de leur PIB global et 69 % de l'ensemble de leur population active en 1994 (contre 13 % et 57 % respectivement pour l'ensemble des pays en développement). L'agriculture reste la principale source de recettes d'exportation, de revenus et de recettes budgétaires. En conséquence, les articles manufacturés ne représentaient en 1992 que 21 % du total des exportations des pays les moins avancés, contre 59 % pour l'ensemble des pays en développement. Certains des pays les moins avancés (Bangladesh, Népal et République démocratique populaire lao) ont toutefois obtenu d'assez bons résultats dans l'exportation d'articles manufacturés à fort coefficient de main-d'oeuvre (vêtements, chaussures, jouets et tapis) et ont pu ainsi devenir moins tributaires des produits primaires. Leur base d'exportation demeure néanmoins étroite, un très petit nombre d'articles manufacturés dominant l'ensemble de leurs exportations (dans certains des pays les moins avancés, entre trois et cinq articles manufacturés représentent plus de 70 % des exportations totales).

101. Pour essayer de remédier à ces faiblesses imputables à la politique suivie, bon nombre des pays les moins avancés ont eu recours à la libéralisation du secteur industriel. Parmi les mesures adoptées figuraient notamment les suivantes : annulation des licences afin d'éliminer les obstacles à l'implantation des entreprises et d'encourager leur expansion, abaissement des obstacles commerciaux afin d'encourager la concurrence en matière d'importations, et enfin mise en place de politiques et d'institutions axées sur le développement des industries d'exportation<sup>67</sup>. Si plusieurs pays - Bhoutan, Guinée équatoriale et Malawi - ont enregistré une progression de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturé, les pays les moins avancés dans leur ensemble ont obtenu de très mauvais résultats. La contribution du secteur manufacturier de ces pays au PIB global a diminué (9 % en 1994 contre 11 % en 1980), tout comme les taux moyens de croissance (-0,4 % entre 1990 et 1994 contre 2 % pendant les années 1980-1990). C'est ainsi que certains pays parmi les moins avancés ont engagé un processus de désindustrialisation, tandis que d'autres n'ont pas réussi à renforcer ou à maintenir la croissance dans leur secteur manufacturier68.

## D. Flux de ressources extérieures, dette et commerce

102. Les pays les moins avancés deviennent de plus en plus tributaires de l'aide publique au développement. En 1994, les dons ont représenté 78,6 % de l'ensemble des flux financiers vers les pays les moins avancés (prix constants et taux de change de 1980), contre 59,5 % en 1985 et 65,2 % en 1990. Parallèlement, la part des dons dans l'ensemble des flux de capitaux à destination de l'ensemble des pays en développement a diminué, tombant de 42,8 % en 1985 à 28,6 % en 1994. Bien que l'APD par habitant ait augmenté entre 1981 et 1987 et à nouveau entre 1988 et 1994, la part des pays les moins avancés dans l'ensemble de l'APD n'a pas véritablement augmenté entre ces deux périodes. Les besoins croissants d'aide concessionnelle des pays les moins avancés sont en contradiction avec le caractère statique des efforts des pays donateurs dans ce domaine. Les tendances à long terme laissent apparaître une marginalisation apparente des pays les moins avancés en ce qui concerne l'aide fournie.

- 103. À l'exception de l'Angola et du Libéria, les pays les moins avancés n'ont pas profité de l'envolée des investissements étrangers directs dans les pays en développement au cours des dernières années. À un moment où les investissements étrangers directs augmentaient de façon spectaculaire dans les pays en développement, la part des pays les moins avancés dans l'ensemble de ces investissements est tombée de 1,7 % en moyenne au cours de la période 1983-1988 à 1 % en 1994<sup>69</sup>. Parallèlement, d'importantes sorties de fonds sous forme de bénéfices, évaluées à environ 0,7 milliard de dollars par an, ont annulé les apports des investissements étrangers directs au cours de la période 1989-1994.
- 104. L'encours de la dette extérieure des pays les moins avancés est passé de 82,5 milliards de dollars en 1986 à 117,3 milliards de dollars en 1995; 90 % de cette dette est à long terme et la quasi-totalité correspond au secteur public. Le ratio du service de la dette extérieure est élevé puisqu'en 1993, il représentait 73 % en moyenne du PIB global des pays les moins avancés. Plus de la moitié des pays les moins avancés sont considérés comme lourdement endettés. Ils se trouvent donc pris dans un cercle infernal : le poids de leur dette extérieure signifie que leur cote de solvabilité est généralement faible et que, par conséquent, ils ne peuvent prétendre à des prêts commerciaux. En outre, leur base d'exportations étant modeste, elle ne peut pas en général produire suffisamment de devises pour financer leurs besoins extérieurs. Par conséquent, pour financer les importations nécessaires à l'accroissement de leur capacité de production, la plupart des pays les moins avancés sont devenus de plus en plus lourdement tributaires de l'aide publique étrangère.
- 105. Un certain nombre de dispositifs d'allégement de la dette pour les pays les moins avancés et d'autres pays à faible revenu ont été mis en place au cours des dernières années, et la plupart des pays les moins avancés en ont bénéficié<sup>70</sup>. La remise de la dette a été la mesure la plus importante adoptée dans ce domaine, en particulier pour les plus endettés des pays les moins avancés. Certains pays donateurs ont annulé la dette au titre de l'APD, ce dont plusieurs des pays les moins avancés ont bénéficié, parmi lesquels l'Afghanistan, le Bangladesh, le Myanmar, le Népal et la République démocratique populaire lao. Dans certains cas, les pays donateurs ont rééchelonné la dette publique bilatérale. Même si la part des obligations à l'égard du Club de Paris dans le montant total de la dette des pays les moins avancés est relativement faible, les fonds provenant de donateurs du Club de Paris représentent encore une part importante des paiements effectués par les pays les moins avancés au titre du service de la dette (30 % environ en 1993, y compris les prêts au titre de l'APD). Il y a donc lieu d'applaudir le pas en avant que constituent les nouvelles "conditions de Naples"71. À partir de 1994, 23 des 48 pays les moins avancés ont bénéficié d'opérations d'achat en retour ou d'échanges de dettes qui leur ont permis de réduire le montant de leurs dettes auprès des banques commerciales.

#### VII. CONCLUSIONS

106. La globalisation - définie comme l'élargissement des relations transfrontières qui relient de plus en plus les différents pays du monde entier en les intégrant à l'économie mondiale - est une tendance qui s'est clairement dessinée au cours de la première moitié des années 90. Ce renforcement de l'interdépendance économique a à la fois facilité et gêné les efforts de développement. C'est ainsi que l'on observe une plus grande diversité

socio-économique entre les nations aujourd'hui que ce n'était le cas dans les années 80. Toutefois, à mesure que les pays renforcent leurs liens économiques dans le monde, il semble exister de plus en plus une convergence de vues quant à ce qui constitue une stratégie "appropriée" du développement économique.

- 107. Malgré le processus de mondialisation qui est intervenu au cours de la première moitié de la décennie, de nombreux pays n'ont enregistré que des gains marginaux. Les pays les moins avancés, en particulier, n'ont pas encore retiré beaucoup d'avantages de l'expansion de l'économie mondiale<sup>72</sup>. Toutefois, la poursuite de la mondialisation et de la libéralisation de l'économie mondiale ne présentent pas seulement des dangers, mais offrent des possibilités pour ces pays. Au cours des négociations sur l'agriculture du Cycle d'Uruguay, par exemple, les pays les moins avancés ont été exonérés de la plupart des engagements en matière de réductions tarifaires. Ceux d'entre eux qui ont un solide potentiel agricole devraient être en mesure de mettre ces avantages à profit.
- 108. Au mieux, l'expérience acquise jusqu'ici permet de dégager certains enseignements. Dans l'application des réformes, par exemple, une distinction doit être établie entre la stabilité macro-économique, qui est un objectif indispensable même à court terme, et les réformes de structure, qui constituent une nécessité à long terme. Un deuxième enseignement est que la fixation des prix au bon niveau n'est pas une condition suffisante pour assurer le succès du développement. C'est peut-être là une condition nécessaire, mais nullement une condition suffisante. Il semble aussi que l'ordre dans lequel les réformes sont entreprises soit une considération de poids. Mais, ce qui est peut-être plus important encore, il est de plus en plus évident que pour réussir à long terme, les méthodes adoptées ne doivent pas porter uniquement sur la croissance, mais aussi sur l'amélioration du sort des populations en général.
- 109. Il devrait maintenant apparaître à l'évidence qu'aucun pays n'est une page blanche attendant d'être transformé en économie de marché. Lorsque l'on entreprend des réformes de libéralisation du marché, des complications apparaissent inévitablement, complications qui sont parfois extrêmement inattendues et destructives. Par ailleurs, pour un certain nombre de pays, un obstacle extérieur insuffisance des prix à l'exportation ou fardeau de la dette a acquis un caractère quasi permanent. Les solutions à court terme aux problèmes à long terme de ce type ne peuvent qu'échouer. Enfin, il ne faut pas oublier qu'un certain degré d'intervention économique a caractérisé la plupart, sinon la totalité, des réussites en matière de développement.
- 110. En réalité, on connaît peu de choses de manière conclusive sur les causes de la croissance économique. Récemment, par exemple, on a beaucoup parlé du soi-disant "miracle de l'Asie orientale" en se demandant si la forte croissance observée dans cette région devrait être attribuée à l'amélioration des rendements ou à l'accumulation des facteurs de production s'. S'il est impossible de répondre de manière catégorique à cette question, on sait que des progrès technologiques importants et soutenus sont à long terme le seul moyen pour une économie d'arriver à une croissance soutenue de la production par habitant. La question se pose donc immédiatement de savoir quel est le degré d'intervention approprié pour favoriser l'expansion nécessaire de la productivité. Les recommandations foisonnent sur ce point, allant du point de vue selon lequel le gouvernement devrait s'attacher uniquement à fournir des biens publics et à

créer les conditions de base propices jusqu'à la conviction selon laquelle, en raison de la multitude des imperfections du marché, en particulier dans les pays pauvres, le gouvernement devrait jouer un rôle déterminant dans l'acquisition des techniques, l'affectation de fonds pour des projets d'intérêt névralgique et l'orientation du développement de l'économie<sup>74</sup>. Le choix entre l'une ou l'autre de ces options, ou toute combinaison de ces options, se trouve compliqué par le fait qu'il n'existe aucun lien établi et vérifié entre certaines interventions de principe et de bonnes stratégies du développement. Ainsi qu'il a été signalé, les pays d'Asie orientale qui ont réussi ont eu recours à tout un assortiment de politiques et d'institutions allant, par exemple, d'un interventionnisme exacerbé (Japon et République de Corée) à une politique de non-intervention (Hong-kong et Thaïlande), l'accent étant placé soit sur les grands conglomérats (République de Corée), soit au contraire sur les petites entreprises indépendantes (province chinoise de Taiwan)<sup>75</sup>. Il n'existe donc pas de panacée universelle.

- 111. Parallèlement toutefois, on a avancé un certain nombre de conditions initiales, qui dominent dans le contexte de l'Asie orientale distribution relativement équitable des terres et des revenus, scolarisation, longue espérance de vie et faible taux de fertilité et qui pourraient "expliquer" les extraordinaires taux de croissance enregistrés en Asie orientale depuis l'année 1960<sup>76</sup>. Si les conditions initiales semblent en vérité importantes, les incidences normatives de ces conclusions ne sont pas claires. Ainsi donc, savoir que les conditions initiales comptent ne nous apprend rien au sujet des politiques particulières que les gouvernements devraient adopter, si ce n'est la mise en place des conditions de base propices, dans le cadre d'une stratégie cohérente du développement.
- 112. Par conséquent, même l'analyse d'un ensemble de facteurs efficaces d'intégration ne permet pas de dégager une recette ou une formule faciles pour réussir.

# NOTES

- <sup>1</sup> Résolution S-18/3 de l'Assemblée générale en date du 1er mai 1990.
- <sup>2</sup> Résolution 45/199 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1990.
- <sup>3</sup> Résolution 49/92 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1994.
- <sup>4</sup> Voir, par exemple, Banque mondiale, <u>Les perspectives économiques</u> mondiales et les pays en développement, 1996 (Washington, D.C., 8 mars 1996).
- <sup>5</sup> Pour un examen de ces questions, voir Dani Rodrik, "Understanding economic policy reform", <u>Journal of Economic Literature</u>, vol. 34, No 1, p. 9 à 41; et John Williamson, <u>The Political Economy of Policy Reform</u> (Washington, D.C., Institute for International Economics, 1994).
- <sup>6</sup> Voir Rodrik, op. cit.; et Michael Sarel, "Growth in East Asia: What we can and what we cannot infer from it", <u>Document de travail du FMI</u>, No WP/95/98 (septembre 1995).

- <sup>7</sup> Il ressort de preuves empiriques qu'un nombre relativement réduit de conditions initiales favorables peuvent "expliquer" dans une large mesure les taux de croissance spectaculaires enregistrés en Asie de l'Est après 1960; voir Sarel, op. cit.
- <sup>8</sup> Voir <u>La situation économique et sociale dans le monde, 1996</u>..., (publication des Nations Unies, numéro de vente F.96.II.C.1), chap. I.
- <sup>9</sup> Pour un examen plus détaillé de ces questions, voir <u>La situation</u> <u>économique et sociale dans le monde, 1996</u>..., chap. II.
- <sup>10</sup> Voir <u>La situation économique et sociale dans le monde, 1996</u>..., tableau 1.3 : les chiffres pour 1995 sont provisoires.
- <sup>11</sup> Voir <u>Organisation mondiale du commerce (OMC)</u>, communiqué de presse (PRESS/44, 22 mars 1996), p. 9.
  - 12 Pour plus de précisions, voir OMC, op. cit.
- <sup>13</sup> Pour plus de précisions sur les échanges de produits dits "nouveaux", voir <u>La situation économique et sociale dans le monde, 1995</u>..., (publication des Nations Unies, numéro de vente F.95.II.C.1), chap. XI.
- 14 Par exemple, les cours internationaux des produits de base autres que les combustibles sont restés assez fermes pendant toutes les années 80 (à l'exception des années 1986 et 1987) lorsqu'ils étaient exprimés en unités de droits de tirage spéciaux (DTS), qui représentent un "panier" hypothétique de cinq grandes monnaies. Mais, exprimés en DTS, les prix internationaux des produits de base autres que les combustibles ont été moins stables en moyenne pendant la période 1991-1995 que pendant les années 80 bien que leur position se soit améliorée en 1995. Une troisième mesure consiste toutefois à corriger l'indice en dollars en lui appliquant le coefficient des prix en dollars des exportations de produits manufacturés des pays développés ce qui permet d'obtenir un prix soi-disant "réel". En termes réels, les prix internationaux des produits de base autres que les combustibles sont restés fermes pendant toutes les années 80, mais ont marqué un repli sensible entre 1991 et 1993 et n'ont repris qu'à partir du milieu de l'année 1993. Pour plus de précisions, voir La situation économique et sociale dans le monde, 1996..., chap. III.
  - <sup>15</sup> Voir <u>The Wall Street Journal</u>, 8 juillet 1996.
- $^{16}$  Voir aussi <u>La situation économique et sociale dans le monde, 1995..., chap. XIII.</u>
- $^{\mbox{\scriptsize 17}}$  Tous les chiffres ont été empruntés au bulletin du FMI, 3 juin 1996, p. 181 et 182.
  - <sup>18</sup> Ibid., p. 182.
- <sup>19</sup> Voir, par exemple, Alan Taylor, "Growth and convergence in the Asia-Pacific region: On the role of openness, trade and migration", <u>National Bureau & Economic Research</u>, <u>Working Paper</u>, No 5276, (Cambridge, Massachusetts, 1995).

- <sup>20</sup> Voir Alice Amsden, Journal of Economic Literature, vol. 34, No 2, p. 806.
- <sup>21</sup> On a fait observer que les grands cas isolés positifs ... ont apporté plus d'enseignements que les grands cas isolés négatifs, ce qui justifiait un examen plus approfondi; voir Amsden, op. cit.
- Pour un examen détaillé de ces questions, voir <u>Poverty Reduction and the World Bank: Progress and Challenges in the 1990</u> (Washington, D.C., Banque mondiale, 15 avril 1996).
  - 23 Ibid.
- $^{\rm 24}$  Le Cap-Vert est par ailleurs le seul des pays les moins avancés à appartenir à ce groupe.
- <sup>25</sup> Selon les prévisions pour l'ensemble des pays en développement en 1996, le taux moyen de croissance du PIB par habitant serait de 4 % : voir <u>La situation économique et sociale dans le monde, 1996</u>..., tableau I.3.
  - <sup>26</sup> Voir, par exemple, <u>Poverty Reduction and the World Bank</u>...
- $^{27}$  Pour un examen approfondi, voir Judith Dean, "From protectionism to free trade fever? Recent reforms in developing countries", <u>Open Economies Review</u>, vol. 6, No 4.
- <sup>28</sup> Voir <u>Global Economic Prospects and the Developing Countries, 1996</u>..., p. 2-1.
- <sup>29</sup> La vitesse d'intégration est ensuite définie au moyen d'un indice qui représente simplement la moyenne des variations observées pour ces quatre indicateurs au cours de la période allant du début des années 80 au début des années 90, exprimée sous forme de chiffres comparatifs. Ces chiffres correspondent à la variable diminuée de sa moyenne et divisée par son écart type. La variable type ainsi obtenue a une moyenne égale à zéro et un écart type égal à un. Cette méthode évite que l'indice composite ne soit dominé par les éléments les plus instables; voir <u>Global Economic Prospects and the Developing Countries</u>, 1996..., p. 2-7ff.
- <sup>30</sup> L'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne, avec des indices d'intégration de 0,87 et de -0,46, représentent les deux extrêmes; voir <u>Global Economic</u> <u>Prospects and the Developing Countries, 1996</u>..., appendice, tableau 1.
  - 31 OMC, communiqué de presse du 28 août 1995.
- $^{\rm 32}$  Pour plus de renseignements, voir le bulletin d'informations de l'Organisation mondiale du commerce, <u>Focus</u>, No 9 (mars-avril 1996).
- $^{
  m 33}$  La période 1986-1988 est la période de référence à partir de laquelle les réductions ont été décidées.
- <sup>34</sup> Cette valeur est généralement définie comme le prix comparable de ce même produit sur le marché intérieur du pays exportateur.

- <sup>35</sup> La logique consiste ici à dire que si les salaires réels sont liés au coût de la vie de telle sorte que lorsque les salaires réels dépassent le niveau correspondant au plein emploi, il y a chômage la libéralisation peut alors imprimer un élan décisif à l'emploi et à la production en abaissant le coût de la vie et par conséquent le coût de la main-d'oeuvre; voir I. Goldin et D. van der Mensbrugghe, "The Uruguay Round: An assessment of economy-wide and agricultural reforms" dans Will Martin et L. Alan Winters, éd., <u>The Uruguay Round and the Developing Economies</u>, document de synthèse No 307 de la Banque mondiale (Washington, D.C., 1995).
- <sup>36</sup> Pour plus de précisions, voir <u>World Bank Policy Research Bulletin</u>, vol. 6, No 5 (novembre-décembre 1995).
- <sup>37</sup> Pour plus de précisions, voir G. Harrison, T. Rutherford et D. Tarr, "Quantifying the Uruguay Round", dans Martin et Winters, op. cit.
- $^{38}$  Pour une étude plus approfondie des gains potentiels à attendre des accords issus du Cycle d'Uruguay, voir le rapport du Secrétaire général intitulé "Questions de politique macro-économique : tendances à long terme du développement économique et social" (A/50/429), p. 31 et 32.
- <sup>39</sup> Pour plus de précisions sur les blocs commerciaux, voir Clinton Shields, "Regional trade blocs: Trade creating or diverting", <u>Finance and Development</u> (mars 1995), p. 30 à 32; voir aussi Sheila Page, "Regional groups among developing countries: A framework for analyzing their formation and effects" (Londres, Overseas Development Institute, 1995).
- $^{\rm 40}$  Pour plus de précisions, voir le communiqué de presse de l'OMC (PRESS/44) du 22 mars 1996.
- <sup>41</sup> Voir, par exemple, Junichi Goto et Koichi Hamada, "EU, NAFTA and Asian responses: A perspective from the calculus of participation", <u>National Bureau of Economic Research Working Paper</u>, No 5325 (Cambridge, Massachusetts, 1995).
- <sup>42</sup> Voir, en particulier, Paul Krugman, "Is bilateralism bad?", dans E. Helpman et A. Razin, éd., <u>International Trade and Trade Policy</u> (Cambridge, Massachusetts, MIT Press, 1991).
- <sup>43</sup> Voir, par exemple, Paul Krugman, "The move toward free trade zones", dans Federal Reserve Bank of Kansas City, <u>Economic Review</u> (novembre/décembre 1991), p. 5 à 25.
- <sup>44</sup> Voir, par exemple, Jagdish Bhagwati et Arvind Panagariya, "The theory of preferential trade agreements: Historical evolution and current trends", dans <u>American Economic Review, Papers and Proceedings</u>, vol. 86, No 2 (mai 1996), p. 82 à 88.
- <sup>45</sup> Voir Gary P. Sampson, "Compatibility of regional and multilateral trading agreements: Reforming the WTO process", dans <u>American Economic Review, Papers and Proceedings</u>, vol. 86, No 2 (mai 1996), p. 88 à 98.

- <sup>46</sup> Voir Joel Bergsman et Xiaofang Shen, "Foreign direct investment in developing countries: Progress and problems", dans <u>Finance and Development</u> de la Banque mondiale (décembre 1995), p. 6 à 8.
- 47 Une étude effectuée par Chander Kant attribue un autre avantage encore aux investissements étrangers directs. Selon Kant, en effet, les investissements étrangers directs vont toujours de pair avec une diminution des fuites de capitaux et on peut donc s'attendre à ce qu'ils aient des répercussions amplifiées sur l'économie du pays hôte; voir Chander Kant, "Foreign direct investment and capital flight", Princeton Studies in International Finance, No 80 (avril 1996). D'après une autre étude réalisée par Borensztein, De Gregorio et Lee, l'investissement étranger direct est un véhicule important pour le transfert de technologie, contribuant ainsi relativement plus que l'investissement intérieur à la croissance. Toutefois, les rendements relativement plus élevés des investissements étrangers directs n'interviennent que lorsque le pays hôte dispose d'un stock minimal de ressources humaines; voir Eduardo Borensztein, José De Gregorio et Jong-Wha Lee, "How does foreign direct investment affect economic growth?" Working Paper du FMI (septembre 1994).
- $^{48}$  Voir Banque mondiale, <u>Global Economic Prospects and the Developing</u> Countries, 1996..., p. 2 à 4.
  - 49 Bergsman et Shen, op. cit.
  - <sup>50</sup> Financial Times, 6 février 1996.
- <sup>51</sup> Fait cité par Robin Broad et Christina Landi, "Whither the North-South gap ?", <u>Third World Quarterly</u>, vol. 17, No 1 (1996), p. 7 à 17. Il y a lieu de noter que ces 10 pays n'appartiennent pas tous à la catégorie des "pays en développement" selon le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Pour plus de renseignements sur les flux de capitaux privés, voir aussi la Banque mondiale, <u>Les perspectives économiques mondiales et les pays en développement, 1995</u> (Washington, D.C.), tableau 7, p. 84 et 85.
- <sup>52</sup> Voir le Comité d'aide au développement, Organisation de coopération et de développement économiques, <u>Coopération pour le développement</u>, <u>Rapport 1995</u>, (Paris, 1996), p. 59.
  - <sup>53</sup> Ibid, annexe, tableau 4.
  - <sup>54</sup> Ibid, annexe, tableau 33.
- <sup>55</sup> Les remboursements aux créditeurs multilatéraux essentiellement le FMI et la Banque mondiale ont beaucoup augmenté, passant de 20 % (soit un milliard de dollars) de l'ensemble des remboursements au titre du service de la dette en 1980 à 50 % (ou 3,3 milliards de dollars) en 1994; voir <u>Financial Times</u>, 14 mars 1996.
- $^{56}$  À titre d'indicateur interne de l'ampleur du problème auquel se heurtent certains de ces pays, il convient de noter que selon une étude réalisée par Oxfam International, l'Ouganda consacre trois dollars par personne et par an aux

soins de santé et 17 dollars au remboursement de la dette; chiffres cités dans le <u>New York Times</u>, 10 juin 1996.

- <sup>57</sup> Selon une nouvelle étude de la Banque mondiale et du FMI actuellement en cours d'élaboration pour la réunion du mois d'octobre, le coût de la réduction du niveau de la dette des pays les plus pauvres et les plus lourdement endettés a été évalué entre 5,6 et 7,7 milliards de dollars sur une période de six années. Cette étude, qui s'insère dans un effort pour arriver à un plan d'allégement de la dette, représente une première tentative de la part de ces institutions pour donner une valeur précise en dollars au coût de l'allégement de la dette; voir le New York Times, 10 juin 1996.
- <sup>58</sup> Comme en a témoigné la Réunion intergouvernementale de haut niveau sur l'examen global à mi-parcours de la mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés qui s'est tenue à New York le 26 septembre 1995. En outre, lors du récent sommet économique du G-7 qui s'est tenu à Lyon (France) du 27 au 29 juin 1996, ces pays se sont engagés à concentrer leurs ressources sur les pays qui en ont le plus besoin et qui peuvent les utiliser de manière efficace; les dons et les prêts concessionnels devraient servir avant tout à répondre aux besoins financiers des pays les plus pauvres, qui n'ont qu'un accès limité ou pas d'accès du tout aux marchés internationaux de capitaux, lorsqu'ils auront fait la preuve de leur volonté de créer les conditions qui leur permettront d'utiliser ces fonds de manière efficace.
- <sup>59</sup> <u>Les pays les moins avancés, rapport de 1996</u> (publication des Nations Unies, numéro de vente F.96.II.D.3), p. 8.
- <sup>60</sup> Les prix réels des produits de base ont diminué de 3,7 % entre 1985 et 1990. Malgré une légère reprise entre 1991 et 1995, lorsqu'ils ont augmenté de 1,2 %; cela est dû essentiellement à une augmentation unique en 1994, lorsque les prix des produits de base ont fait un bond de 14,4 %.
- 61 Les termes de l'échange en Afrique (Afrique du Sud exceptée) ont diminué de 8,1 % entre 1985 et 1990 et de 3,2 % au cours de la période 1991-1995; voir La situation économique et sociale dans le monde, 1996..., p. 240.
- <sup>62</sup> Dans tous les pays les moins avancés ravagés par la guerre, la production alimentaire par habitant a diminué en moyenne de 3 % au cours de la période 1990-1994; calculs du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques à partir du rapport <u>Les pays les moins avancés, 1996...</u>, annexe II, tableau 4.
- <sup>63</sup> Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, "Examen à mi-parcours de la mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés : Asie et Pacifique" (TD/B/LDC/GR/Misc.1/Add.4/Rev.1, 24 août 1995), p. 34.
- $^{64}$  Bénin, Burkina Faso, Comores, Guinée équatoriale, Niger, Mali, République centrafricaine, Tchad et Togo.

- $^{65}$  Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, <u>Les pays les moins avancés, rapport 1993-1994</u> (publication des Nations Unies, numéro de vente F.94.II.D.4), p. 33.
- <sup>66</sup> Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, "Réunion intergouvernementale de haut niveau sur l'examen global à mi-parcours de la mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés" (TD/B/LDC/GR/Misc.1/Add.4, 26 mai 1995), p. 26.
  - <sup>67</sup> Ibid., p. 30.
- $^{68}$  <u>Les pays les moins avancés, 1995</u> (publication des Nations Unies, numéro de vente F.95.II.D.2), p. 49.
  - <sup>69</sup> Ibid., p. 33.
  - <sup>70</sup> Les pays les moins avancés, 1996..., p. 29.
  - 71 Ibid.
- <sup>72</sup> Par exemple, leur part des investissements étrangers directs dans le monde n'a pas dépassé 0,4 % en 1993, tandis que leur part des exportations et des importations mondiales s'est amenuisée entre 1980 et 1993, la dernière année pour laquelle des données sont disponibles.
- $^{73}$  Voir, par exemple, Paul Krugman, "The myth of Asia's miracle", <u>Foreign Affairs</u>, vol. 73, No 6, p. 62 à 78.
  - <sup>74</sup> Ces considérations sont précisées dans Sarel, op. cit.
- <sup>75</sup> Voir Dani Rodrik, "King Kong meets Godzilla", dans Albert Fishlow et autres, éd., <u>Miracle or Design? Lessons from the East Asia Experience</u> (Washington, D.C., Overseas Development Council, 1994).
  - 76 Ibid.